



MEMOIRE

POUR le sieur DAGE, Curé de Villeneuve sur Belot, Intimé.

CONTRE JOSEPH-JEAN-FRANÇOIS-ELIE LEVI,
Appellant comme d'abus, de deux Sentences de l'Of-
ficialité de Soissons.



MAIS peut-être cause ne présenta à la Cour des intérêts plus essentiels. La Religion désavoue la conduite de Lévi comme opposée à son esprit & à ses maximes. La Piété est alarmée de sa demande par la crainte des dangereuses conséquences que la facilité à l'admettre pourroient produire dans l'esprit & le cœur des foibles. Sa propre Nation est attentive à l'Arrêt que la Cour se déterminera à rendre, comme devant porter le calme & la tranquillité, ou être une semence de troubles & de discordes dans leurs familles. Enfin l'Etat François y est singulièrement intéressé, cet Arrêt pouvant occasionner à des Infideles mécontents de leur femme le moyen de secouer, à l'aide d'une conversion simulée, le joug des alliances dont ils voudroient rompre les nœuds, & d'instituer, au milieu de nous, des familles qui, dans ce cas, en pourroient devenir l'opprobre & le scandale.

Mais plus les intérêts que présente cette cause sont grands

A



& dignes d'attention, moins il y a lieu de craindre que la Cour se détermine aisément en faveur de Levi.

F A I T.

Levi flatté par l'espérance de réussir à contracter une alliance qu'il médite au mépris de celle qui le tient uni à une épouse légitime, se présente au sieur Dage, Curé de la Paroisse de Villeneuve sur Belot, & lui demande de publier les bans de son mariage.

Le sieur Dage, outre le défaut de domicile, est frappé de la difficulté qui se trouve dans le cas d'un homme qui, lié à une épouse, prétend en épouser une autre; il s'adresse à son Evêque, &, par son avis, refuse une bénédiction que des principes de tout genre ne lui permettent pas d'accorder.

Levi dirige une demande à l'Officialité afin d'obtenir qu'il soit ordonné au sieur Dage de lui accorder la publication de bans & la bénédiction nuptiale. La Sentence de l'Official le déboute & confirme le refus. Levi se pourvoit en la Cour contre cette Sentence par la voie d'appel comme d'abus; il prétend la faire déclarer abusive, & intime sur son appel le sieur Dage.

Pour y parvenir, il invoque les sentimens de Scholastiques & de nouveaux Auteurs qu'il oppose comme une autorité capable de former son moyen d'abus. Mais les moyens les plus puissans & les plus décisifs mettent la Sentence à couvert de ses attaques.

L'Ecriture sainte, la Loi naturelle, l'indissolubilité des mariages, tout se réunit pour la défense de cette Sentence, & lui sert de rempart. M. L'Evêque de Soissons également Intimé, sur l'appel de la Sentence de son Official, a établi cette vérité dans les premières plaidoiries de la cause; d'ailleurs le sens même, la texture du texte de l'Apôtre, à l'occasion duquel les nouveaux Auteurs ont débité le système dont Levi s'est paré à l'Audience, auroient suffi seuls pour renverser tous ces commentaires. M. l'Evêque de Soissons a étayé cette première observation de quelques autorités des Peres témoins de la tradition seule interprete de l'Ecriture sainte. Mais comme cette cause présente une étendue très-considérable, & qu'il étoit question, pour ne pas tomber dans des redites, de partager sa défense avec le sieur Dage

3
dont les moyens sont les mêmes, il a laissé à ce dernier le soin d'insister sur ceux qui naissent du concert de principes des PP. sur ce point. L'objet est des plus importants. Aussi le Sieur Dage s'y appliquera-t-il avec tout le soin qu'il mérite, en se resserrant cependant dans les bornes les plus étroites que l'importance de la matière lui permettra d'y apposer. Il joindra à cette première défense quelques observations nécessaires que l'étendue de la défense de M. de Soissons ne lui a pas permis d'embrasser.

M O Y E N.

Le sieur Dage renfermera toute sa défense en un seul Moyen qu'il divisera en deux parties ou propositions.

1°. Quand le grand nombre des Scholastiques dont Levi invoque le suffrage en faveur du sentiment qu'il attribue à S. Paul dans le Chap. 7 de sa première Epître aux Corinthiens, pourroit élever quelque doute sur le sens de cet Apôtre, l'Official & le sieur Dage ont pris le parti seul sûr, un parti inattaquable, celui d'embrasser le sentiment des Peres, de se conformer à l'esprit de l'Eglise & aux maximes du Royaume. Première Proposition.

2°. L'idée que le mariage puisse être dissous dans le cas dont il s'agit ici a été accréditée par Gratien, & n'a d'autorité que dans les Scholastiques opposés en ce point à la doctrine des Peres de l'Eglise & à nos maximes. Seconde proposition.

P R E M I E R E P R O P O S I T I O N.

Il est certain que l'indissolubilité du mariage est en soi une vérité incontestable. Levi lui rend hommage lui-même, & en convient quand il s'agit de tout mariage contracté dans l'Eglise, & scellé du sceau du Sacrement. Mais pour se frayer une voie au sentiment qu'il veut établir, il regarde comme fragile & moins solide tout mariage qui n'a pas l'avantage d'avoir été béni par le Prêtre. Le sieur Dage ne s'attachera pas à renverser cette idée à laquelle il pourroit opposer le suffrage de l'Ecriture & des Peres. M. l'Evêque de Soissons a établi que tout mariage contracté selon les loix de l'Etat où demeurent les conjoints, est valide & indissoluble. Le sieur

S. Aug. de
fide & operi-
bus, n. 2. & de
adulterinis cō-
jug. liv. 2. n.
17.

Dage s'en tiendra à rappeler ce que dit, à cet égard, saint Augustin, que de son temps l'on n'admettoit point au Baptême ceux d'entre les Infideles qui, pendant leur infidélité, avoient épousé une seconde femme après avoir fait divorce avec la premiere, s'ils ne promettoient de rompre cette seconde alliance, parce que le Seigneur atteste, sans aucun doute, que ces seconds mariages ne sont pas des mariages, mais des adulteres : *quia hæc, non conjugia, sed adulteria esse Dominus Christus sine ulla dubitatione testatur*. C'est aussi ce qu'avoit enseigné Tertullien, & ce qu'on trouve dans S. Chrysostome. Or supposant toutes ces vérités établies, le sieur Dage dit d'abord : il est certain que tout mariage contracté selon les loix de l'Etat, où vivent les Parties, est indissoluble, il en est de même par conséquent du mariage contracté dans les Etats chrétiens où les Princes requierent la nécessité du Sacrement pour sa validité entre leurs sujets. Mais quand des personnes unies par un mariage légitime entrent dans l'Eglise, leur mariage n'en est pas moins indissoluble pour avoir été contracté dans l'infidélité. Toute l'Ecriture, toute la Tradition concordent sur ce point : il n'y a de difficulté que sur l'intelligence d'un passage du chap. 7. de la premiere Epitre aux Corinthiens. Il s'agit de sçavoir si S. Paul, ayant dit que, si de deux Infideles l'un se convertit laissant l'autre dans l'infidélité, & que ce dernier ne veuille pas cohabiter, le conjoint fidele n'est plus tenu à la servitude dans ce cas : *Non enim servituti subiectus est frater aut soror in huiusmodi*, il a entendu dire qu'il n'est plus tenu de cohabiter, ou s'il a voulu dire que le lien est rompu.

S'il y avoit une décision de l'Eglise sur cette question, il n'y auroit point de partage, & on ne verroit pas actuellement les Scholastiques & les Peres divisés entr'eux sur le sens de ces paroles. L'autorité de l'Eglise auroit subjugué les esprits & condamné celui qui s'écarteroit de sa doctrine.

Mais il n'y a pas de décision de l'Eglise sur ce point. Il est donc ici question de découvrir son esprit, de prendre un parti sûr & le moins sujet à inconvénient. C'est la route que les Loix Canoniques elles-mêmes nous indiquent. Or il n'y en a pas d'autre que celle de rechercher ce que les Peres en ont pensé.

Premiers témoins de la tradition, Successeurs plus immédiats des Apôtres qui la leur avoient transmise, les Peres

connoissoient mieux le sens de l'Ecriture sainte ; ils discer-
noient avec une lumiere supérieure , entre les Doctrines ,
celle de la tradition que plusieurs d'entr'eux avoient puisé
dans la source en la recevant des Apôtres eux-mêmes. Aussi
est-ce sur leurs suffrages réunis & unanimes que l'Eglise étaie
ses décisions , quand elle veut proscrire l'erreur & établir sa
Doctrine.

Et en effet la tradition est la gardienne & l'interprete des
Ecritures dont le sens ne peut être abandonné à une inter-
prétation particuliere. Elle seule en a la clef , & c'est par
elle seule qu'on peut en connoître le vrai sens , comme l'ont
observé les Bossuet , les Arnaud , les Nicole , les Veron , &
tant d'autres qui ont poursuivi les Protestans sur ce point.

De ces principes il s'ensuit par conséquence que c'est au
sentiment des Peres qu'on doit remonter pour juger de ce-
lui des Scholastiques sur les points non décidés , ces der-
niers ne pouvant jamais former , quand ils sont seuls , qu'un
sentiment d'école.

Convaincus de la solidité de ces principes , le sieur Dage
les présente à son Evêque comme une digue qui l'arrête. Ce
Prélat , distingué par ses lumieres , ses talens & son zele ,
examine de nouveau la question ; & pénétrant à travers les
nuages que les Scholastiques ont répandu sur cette matiere ,
il apperçoit la plus respectable , la plus saine partie de la tra-
dition , les Peres décidés pour l'indissolubilité du mariage
dans le cas où se trouve Levi. Il fait plus , il veut s'assurer si
les maximes de France sont d'accord avec ces principes , &
pour cela s'adresse à un Magistrat qui étoit universellement
connu par ses grandes lumieres & sa prudence. Des-lors dé-
terminé par l'autorité de la tradition & par l'esprit de nos
maximes qui se trouvent d'accord , il saisit la regle , il l'em-
brasse ; & semblable aux SS. Docteurs , dont il a découvert
les sentimens , il n'oppose que sa fermeté à l'opiniâtreté du
Néophite qui veut apporter une exception , que la tradition
méconnoît , au principe général de l'indissolubilité du maria-
ge que lui-même ne peut désavouer.

Quel abus peut-il y avoir dans une telle décision & dans
la Sentence de l'Official guidée par une si grande lumiere ?
D'un côté , le Prélat apperçoit un sentiment nouveau , à la
vérité fort répandu ; de l'autre , la tradition jointe à l'Ecri-
ture qui la proscriit. D'une part il entend un Néophite qui ,

Feu M. Joli
de Fleuri, An-
cien Procureur
Général.

armé du Sentiment de Scholastiques, demande à un de ses Curés de faire breche à une regle qui n'en souffre aucune ; de l'autre, non-seulement il est frappé du poids de l'autorité qu'il faudroit que le Curé méconnût pour accorder la demande, mais même des inconvéniens affreux qui s'ensuivroient de sa facilité à l'admettre. Il y a plus, quand il considere l'espece particuliere du cas de l'Appellant, il la trouve si défavorable que les Scholastiques dont ce dernier revendique le suffrage ne décideroient pas eux-mêmes en sa faveur. (Le sieur Dage fera sur ce dernier objet des observations également décisives.)

En vain le Néophite gémit-il de son état en sa présence : en vain lui observe-t-il que garder la continence est une entreprise supérieure à ses forces : animé de l'esprit des Apôtres & des SS. Docteurs dont il est le digne Successeur, il ne sçait faire courber la regle pour se rendre docile à de pareilles plaintes. Quel parti plus sage, & en pouvoit-il prendre un autre sans prévariquer contre une conscience éclairée ? Mais ce qui fait l'éloge du Prélat, par l'avis duquel a été rendue la Sentence contre laquelle Levi s'élève, renferme l'apologie la plus complete du Sieur Dage & de la Sentence de l'Official. Y auroit-il abus dans le refus de l'Intimé, & dans cette Sentence, quand ils n'auroient d'autre avantage que d'avoir tenu une conduite dictée par la plus respectable & la plus saine partie de la tradition, par le sentiment des Peres des dix premiers siècles ? Y a-t-il abus dans une conduite décidée par le jugement d'un Prélat des plus éclairés, consulté sur le sort d'un Néophite à qui il ne refuse d'accorder l'objet de sa demande qu'en lui présentant l'autorité de la tradition, la Doctrine de l'Eglise, l'esprit de nos maximes, qui l'arrêtent ? Non sans doute. S'il y a une question, ce n'est que celle de fait qui consiste à connoître ce que les Peres ont enseigné à cet égard.

Ainsi, les Peres ont-ils trouvé une exception au principe de l'indissolubilité du mariage ? le cas dont il est question dans S. Paul donne-t-il lieu à la dissolution du mariage ? tels sont les deux points sur lesquels il s'agit d'examiner la Doctrine des dix premiers siècles.

Il est étonnant qu'un si grand nombre de nouveaux Auteurs se soient laissés entraîner par l'erreur de Gratien pour le sentiment que combat le sieur Dage. Il suffisoit de jet-

ter les yeux sur les Peres, pour ne pas tomber dans le piège qu'a occasionné l'ignorance de ce collecteur.

On imagineroit à peine avec quelle force ils ont établi l'indissolubilité du mariage : ils ne l'ont pas envisagé comme une de ces vérités moralement certaines qui sont susceptibles d'exceptions. C'est l'idée qu'on a voulu donner de leurs principes, mais idée fausse & démentie par la lecture de leurs ouvrages.

Le mariage est indissoluble de sa nature. L'indissolubilité est un caractère qui en est une suite ; ainsi l'Hérétique, le Schismatique, le Juif, le Payen, en un mot tout homme, qui a contracté mariage, est lié par la loi de son contrat. Il est vrai de dire des deux Conjointes ce que S. Paul dit de la femme : *Mulier, vivente viro, alligata est legi*. Voilà la maxime applicable à tous les temps, à tous les lieux, à toutes les personnes de quelque religion qu'elles soient. Cette idée se tire non-seulement du corps de doctrine qu'on trouve dans l'Écriture-Sainte sur ce point. Les Peres la trouvent également dans l'institution du mariage, dans la fin que Dieu s'est proposée en l'établissant, dans les inconvéniens qui naissent du divorce. Par-tout ils y découvrent le mariage indissoluble. Il n'y a qu'une seule question sur laquelle les Peres aient fixé leurs vues. Y a-t-il mariage entre ceux qui paroissent unis ? leur alliance a-t-elle été contractée suivant les loix divines & politiques, ou se trouve-t-il infecté d'un empêchement dirimant qui vienne d'une défense que ces loix eussent faites aux parties de s'unir ensemble ? Si ce sont deux Conjointes de religion différente ; s'ils n'étoient pas libres quand ils se sont mariés ; citoyens des Etats dans lesquels ils vivoient en même-temps que disciples de Jesus-Christ, les Peres, dans ces circonstances, se décidoient contre l'indissolubilité, parce qu'ils regardoient de telles alliances comme nulles.

Mais un mariage avoit-il été contracté valablement, n'y avoit-il rien qui attaquaît l'essence du contrat ? Dès-lors le mariage, selon eux, étoit indissoluble, il étoit à l'abri de toute attaque. Ainsi ils plaçoient l'opposition d'un Conjoint mécontent qui ne vouloit cohabiter avec son Conjoint devenu chrétien & baptisé dans la classe des événemens qui ne peuvent donner atteinte au mariage valablement contracté. Tels sont, sur le mariage, les sentimens des Peres.

Voyez plus
bas Tertul-
lien, pag. 11.
S. Ambroise
in *Lucam*, p.
43. S. Aug.
de *fide & ope-
ribus*. n. 35.
& de *adulterin.*
conjug. lib. 1.
n. 31, où il
cite saint Cy-
rien pour le
même senti-
ment.

Tradit. de
l'Eglise sur le
mariage, à la
fin de l'article
qui regarde la
différence de
religion.

Gibert avoue qu'il y a du partage entre les Peres & les Docteurs sur la question qui nous divise : il convient que les Peres sont décidés pour le sentiment de l'indissolubilité du mariage des infideles ; mais il n'entre dans aucun détail.

Il est aisé de sentir la raison de la différence de principes qui se trouvent entr'eux. Les Peres ont pris dans la Loi naturelle, dans l'Ecriture - Sainte & dans la Tradition, les idées justes qu'ils nous donnent du mariage : ils ont connu, comme les Scholastiques, l'endroit de S. Paul qui donne lieu à la Cause, ils l'ont examiné & n'ont rien trouvé de contraire aux principes établis par-tout dans les sources dont on vient de parler.

Les Scholastiques guidés par Gratien, qui, trompé par l'Ambrosiaste, avoit cru trouver une exception dans l'espece, y ont été conduits en ce qu'ils ont été frappés de l'inconvénient qu'ils trouvent dans la société de deux époux si différens de principes, & de ce qu'elle peut devenir une occasion de ruine dans la foi pour un Néophyte peu affermi. De-là ils ont saisi avec avidité la moindre ouverture à la dissolution de son mariage, ils ont changé en principes, ce qui n'étoit qu'une difficulté, afin d'éviter le danger de subversion qu'ils appréhendent pour ce Néophyte. De-là enfin ils se sont formé une idée du mariage différente de celle que les Peres en avoient conçu. Il falloit regarder l'indissolubilité du mariage comme descendant d'un droit divin & positif : ils ont adopté cette conséquence.

Mais est-il permis de se faire ainsi des principes ? Est-on admis à introduire une exception à une doctrine aussi universellement reçue que celle de l'indissolubilité du mariage ? S'ils prétendoient la trouver dans l'Ecriture-Sainte, ne falloit-il pas que l'exception fût aussi claire que le principe auquel ils vouloient faire une breche si considérable ?

Oui sans doute, si cette maxime est rigoureuse dans les sciences, elle doit l'être beaucoup plus en matiere de religion, & lorsqu'il s'agit d'interpréter l'Ecriture-Sainte dont la Tradition seule est la gardienne & peut en fixer le sens.

Qu'on ne nous objecte pas certaines loix qu'on trouve dans le Digeste, dans le Code, & dans les Nouvelles, on ne peut nier que plusieurs Jurisconsultes Romains n'avoient pas

pas l'idée juste du mariage quand ils ont été de l'avis des loix établies par les Romains sur le divorce. Paulus, Ulpien, Tribonien lui-même, n'ont été touchés que du contrat, & ont raisonné de celui-ci comme ils avoient raisonné des autres. C'étoit chez ces grands Jurisconsultes une idée fautive. Il est certain, & personne n'en peut disconvenir, que c'est un inconvénient très-considérable dans un Etat quand il y a des Loix aussi incertaines sur un point aussi important.

Ff. tit. 2. 1.
23. & au Cod.
tit. 17. liv. 7.

Sans considérer si les Conjoints étoient ou n'étoient pas trompés en contractant au risque de pareils événemens dont les Loix de l'état les avertissoient, le sieur Dage dira avec S. Chrysostome (a) & les Peres, qu'elles ne délivroient pas ceux qui les suivoient, de la punition de Dieu; il observera, avec le grand nombre des Jurisconsultes françois, que ces Loix étoient vicieuses par cela même qu'elles contenoient de pareilles restrictions à un contrat qui, de sa nature & par toutes ses circonstances, doit former, pour les Conjoints, un état indissoluble. Aussi les Peres du Concile de Mileve ont-ils été frappés de cet inconvénient. C'est ce qui les a porté à défendre (Can. 17.) les mariages après la séparation des Conjoints pour quelque cause qu'elle eût été faite, & à ordonner qu'on suppleroit les Empereurs d'appuyer les décisions de l'Eglise par un Edit qui fût conforme à l'Ecriture & contraire aux anciennes constitutions *in quâ causâ Legem imperialem petendam promulgari*.

Sermon. de
Libello repu-
dii. tom. 3. P.
204. n. 1.

Il faut avouer que l'Eglise Grecque n'a pas été aussi rigoureuse sur ce point. On trouve même que, depuis la nouvelle 17. de Justinien, tous les Grecs ont embrassé le sentiment, que l'adultère d'un des Conjoints est une cause légitime de rupture du lien. Mais outre que les plus célèbres des PP. Grecs ne se sont pas laissé aller à cette idée, nous voyons que l'Eglise au Concile de Florence leur reproche la facilité qu'ils avoient à rompre les mariages.

Tenu l'an
416.
Conc. tom. 2.
p. 1541.

D'après ces observations le sieur Dage va passer à la preuve des deux vérités qu'il s'est proposé d'établir : 1^o. le mariage

Tenu l'an
1438.

(a) *Ne mihi leges ab exteris conditas legas præcipientes dari libellum repudii & divelli. Neque enim juxta illas judicaturus est te Deus in die illâ quâ venturus est sed secundum eas quas ipse statuit.* S. Grég. de Nazianze, Ep. 176, tom. 1. p. 281. S. Jérôme, Ep. 84. tom. 4. part. 2. pag. 658. S. Ambr. liv. 8. in c. 16. Luc. n. 5. S. Astère, hom. de repudio Bibli combes. tom. 1. pag. 82. S. Aug. de nupt. & concup. c. 10. n. 12. S. Grég. le grand, liv. 11. Indi&. 4. Ep. 50. tome 2. p. 1138.

des Infideles est indissoluble dans le cas où l'un des Conjoints s'est converti. 2°. On ne peut apporter d'exception à ce principe par aucun texte de l'Ecriture, pas même par celui de Saint Paul qu'on oppose. Il y a plus; passer à un nouveau mariage, de la part du Conjoint converti, sous prétexte que l'autre Conjoint ne veut pas se convertir ni demeurer avec lui, c'est commettre un adultere.

Il établira ensuite la conformité qui se trouve entre le sentiment des Peres & la discipline constante de l'Eglise Latine pendant les dix premiers siècles, & même d'une grande partie de l'Eglise Grecque jusqu'à sa séparation.

Liv. 2. à sa
femme.

Tertullien parlant des femmes qui, étant mariées à un Payen, se font Chrétiennes, dit qu'un tel mariage est indissoluble devant Dieu : *ratum est apud Deum matrimonium hujusmodi*. Et Pamelius, le plus estimé de ceux qui ont donné des éditions de ce Pere, observe, dans ses tables & ses notes, que, selon Tertullien, il y a une grande différence entre un mariage contracté avec un Infidele avant le baptême & celui qu'une personne déjà chrétienne contracteroit avec un Infidele. Il remarque que, selon Tertullien, le premier subsiste devant Dieu & selon le droit, & que l'autre ne subsiste pas même selon le droit. *Ratum tamen est matrimonium cum Gentili ante fidem contractum, post fidem verò etiam de jure ratum non est.*

Le même Tertullien dit (a) ailleurs que celui qui, marié à une Infidele, a eu l'avantage de se convertir doit persévérer avec sa femme, & que personne ne doit s'imaginer que la conversion lui donne la liberté de se retirer d'avec elle comme il le feroit à l'égard d'une personne qui lui seroit étrangere. Il le prouve par S. Paul qui dit que chacun doit continuer à vivre dans l'état où il a été appelé. Or, ajoute-t-il, cela s'entend des Infideles; car ce ne sont pas les Fideles qui sont appelés. *Vocantur autem Gentiles, opinor,*

1. Cor. 7.

(a) Cæterum manifestum est scripturam istam eos fideles designare qui in matrimonio gentili inventi à Dei gratiâ fuerunt secundum verba ipsa : Si quis fidelis uxorem habet infidelem, non dicit uxorem ducit infidelem : (le mariage eût été nul comme contracté au préjudice d'un empêchement dirimant.) Ostendit jam in matrimonio agentem mulieris infidelis, mox gratiâ Dei conversum perseverare cum uxore debere : scilicet propterea ne qui fidem consecutus putaret sibi divertendum esse ab alienâ jam & extraneâ quodammodo feminâ. Aded & rationem subjicit in pace nos vocari à Domino & posse infidelem à fidei per usum matrimonii lucriferi. Ipsâ etiam clausulâ hoc ita intelligendum esse confirmat, ut quisque, ait, vocatur à Domino, ita perseveret : vocantur autem gentiles, opinor, non fideles.

non Fideles. Voilà une leçon que Tertullien donne à Levi en même-temps qu'il décide qu'il ne peut abandonner sa femme dans le cas où il se trouve. Enfin Tertullien, dans le même (a) livre que je viens de citer, voulant prouver qu'il n'est pas permis à un fidele d'épouser une femme infidele se fait une objection : Si un Fidele est souillé par le commerce qu'il a avec une Infidele, pourquoi un Infidele devenu chrétien est-il obligé de persévérer dans son mariage ? Pourquoi n'est-il pas souillé par le commerce avec une Infidele ? Remarquez la réponse de ce Pere : c'est, dit Tertullien, que le Chrétien a la liberté de ne pas épouser une Infidele, au lieu que le Payen baptisé est obligé de ne point se séparer de la partie infidele, parce que J. C. a défendu le divorce, excepté dans le cas de la fornication ; mais en ce cas là même, où il le permet, il prescrit la continence à celui qui se sépare : (*Dominus*) *divortium prohibet, nisi stupri causâ. Habeat igitur ille perseverandi necessitatem.* Observez ces termes : *habeat igitur ille perseverandi necessitatem* appliqués à un conjoint converti qui s'étoit marié dans l'infidélité.

S. Jérôme, dans son Epître à Amandus, observe (b) que S. Paul a retranché toutes les causes de dissolution de mariage en décidant que si une femme se marie à un autre, du vivant de son mari, elle devient adultere. Ensuite confirmant la maxime il dit : Oui, c'est toujours son mari tant qu'il vit, quand il seroit adultere, quand il seroit dans la plus grande corruption de mœurs, quand il seroit couvert de tous les crimes, quand elle l'auroit abandonné pour tous ces désordres, elle ne peut en prendre un autre. Et ce n'est pas l'Apôtre qui a avancé cette maxime de son autorité,

(a) Hoc loco dicit aliquis : quid ergo differt inter eum qui in matrimonio Gentilis à Domino allegitur, & olim, id est, ante nuptias fidelem, ut non proinde carni suæ caveant, alter arceatur à nuptiis infidelis, alter in his perseverare jubeatur ? Cur si à gentili inquinamur, non & ille disjungitur, quemadmodum iste non obligatur ? Respondebo, si spiritus dederit, ante omnia allegans, Dominum magis ratum habere matrimonium non contrahi quàm omnino disjungi : denique divortium prohibet, nisi stupri causâ, continentiam verò commendat. Habeat igitur ille perseverandi necessitatem, hic porro etiam non nubendi potestatem.

(b) Omnes igitur causationes Apostolus amputans apertissimè definiit, vivente viro adulteram esse mulierem, si alteri nupserit. . . . quamdiù vivit vir, licet adulter sit, licet sodomita, licet flagitiis omnibus coopertus & ab uxore propter hæc scelera derelictus, maritus ejus reputatur, cui alterum virum accipere non licet. Nec Apostolus hæc propriâ virtute decernit, sed Christo in se loquente ; Christi verba sequutus est qui in evangelio ait : qui dimittit uxorem suam, exceptâ causâ fornicationis, facit eam mœcham, & qui dimissam acceperit adulter est. Animadvertite quid dicat : qui dimissam acceperit adulter est, sive ipsa dimiserit virum, sive viro dimissa est, adulter est qui eam acceperit.

c'est Jesus - Christ qui le décide : *qui dimittit uxorem suam , exceptâ fornicationis causâ , facit eam mœchari ; Et qui dimissam duxerit adulter est.* Il répète la même vérité en y insistant de nouveau : considérez , ajoute-t-il , ces paroles : *qui dimissam acceperit adulter est.* Ainsi soit qu'elle ait renvoyé son mari , soit que ce soit son mari qui l'ait renvoyée , celui qui la reçoit est adultere.

Le même Pere dans le liv. 1. contre Jovinien applique cette maxime au cas dont il s'agit ici : Vous aviez une femme lorsque vous vous êtes converti , dit ce saint Docteur ; ne pensez pas que la foi de Jesus-Christ soit une cause de discord. S. Paul le décide quand il dit , *in pace vocavit nos Deus.* S. Jérôme regardoit si peu le passage de S. Paul , *non enim servituti subiectus est frater aut soror* , comme annonçant la rupture du mariage , que ce grand Docteur , ce savant Interprete de l'Ecriture sainte cite les paroles , qui les suivent , pour prouver que le Chrétien converti ne peut pas même se séparer par la raison de différence de religion. *Habebas uxorem cum credidisti , noli fidem Christi putare causam dissidii , quia in pace vocavit nos Deus.*

S. Augustin est plein de cette vérité , il l'établit par-tout ; & son témoignage est d'autant plus considérable sur cette matiere , qu'il est l'oracle de l'Eglise sur la doctrine qui regarde le mariage qu'il a défendu contre les Manichéens. Ce Pere , pour exprimer l'indissolubilité du mariage , la compare à celle du Baptême ; & dit que de même que celui qui a reçu le Baptême ne le peut perdre , quoiqu'il puisse perdre la foi en se séparant de la doctrine ou du sein de l'Eglise , de même celui qui est marié ne peut rompre le lien , quand il se sépareroit de sa femme & se joindroit à une autre. Cette idée est si familière à ce saint Docteur , qu'il la répète en (a) plusieurs endroits de ses Ouvrages.

On peut juger par-là de quelle nature S. Augustin regar-

(a) *Sicut enim manente in se Sacramento regenerationis , excommunicatur cujusquam reus criminis , nec illo Sacramento caret , etiamsi nunquam reconcilietur Deo ; ita manente in se vinculo fœderis conjugalis , uxor dimittitur ob causam fornicationis , nec carebit illo vinculo , etiamsi nunquam reconcilietur viro ; carebit autem , si mortuus fuerit vir ejus.* De conjug. adult. lib. 2. n. 4.

Ita manet inter viventes quiddam conjugale , quod nec separatio , nec cum altero copulatio possit auferre. Manet autem ad noxam criminis , non ad vinculum fœderis : sicut apostatæ anima velut de conjugio Christi recedens , etiam fide perditâ sacramentum fidei non amittit , quod lavacro regenerationis accepit. De nuptiis , lib. 1. n. 11.

de le lien du mariage; car le caractère du Baptême est ineffaçable, indélébile. Donc, selon ce Pere, le mariage est indissoluble en tout cas.

Et qu'on ne dise pas que S. Augustin, dans les endroits que cite ici le sieur Dage, parle du mariage comme Sacrement, qu'ainsi ce texte ne s'entend pas de tout mariage: idée singulière & qui n'a aucune solidité dans les principes de ce S. Docteur. Il parloit, sans doute, du mariage sanctifié par le Sacrement, lorsqu'instruisant les Chrétiens mariés sur leurs devoirs, il leur en prescrivait les regles. Mais il est si peu vrai que ce soit de l'idée du Sacrement, dont l'effet est de sanctifier le mariage, qu'il tire cette indissolubilité, que, dans son livre (a) de *fide & operibus*, il regarde comme indignes du Baptême ceux des Infideles qui se seroient liés à une seconde femme après avoir abandonné leur première, & exige qu'ils la reprennent avant de les baptiser. D'ailleurs on trouvera une nouvelle preuve que S. Augustin regarde le mariage des Infideles comme aussi indissoluble que celui des Fideles dans la manière dont il raisonne sur l'endroit de S. Paul que Levi invoque en sa faveur, & qui certainement ne s'entend que d'un mariage contracté dans l'infidélité. Le sieur Dage, pour faire sentir toute la force des preuves que S. Augustin en rapporte, donnera l'analyse du livre entier que ce S. Docteur a fait sur cette matière. Il la rapportera à l'appui de la seconde proposition de ce Mémoire.

Il ne s'ensuit pas de ces observations que le crime du Conjoint infidele qui se sépare soit égal à celui du Chrétien, qui, au mépris du Sacrement, va se joindre à un autre: il y a profanation de la part de ce dernier. Mais ce n'est pas là le point de la question: il s'agit du lien, & c'est à cet égard que l'on soutient avec S. Augustin qu'il est indissoluble en tout cas.

A l'autorité des Peres sur ce principe, le sieur Dage joint celle des Conciles. Nous la trouvons dans le Canon premier d'un ancien Concile qui est cité par tous les Auteurs, comme du Concile de Meaux, mais qui est certainement d'un Concile des premiers siècles. *Si quis habuerit uxorem virginem antè Baptismum, alteram habere non potest*, dit ce Canon;

(a) *Eos moverit non admitti ad Baptismum, qui dimissis uxoribus alias duxerint, vel feminas quæ dimissis viris aliis nupserint; quia hæc non conjugia, sed adulteria esse Dominus Christus sine ulla dubitatione testatur.* Chap. I. n. 2.

& la raison qu'il en donne est que *crimina in Baptismo solvuntur, non conjugia*. Maxime précieuse & conforme aux principes les plus importans en matiere d'indissolubilité de mariage. Aussi cette vérité se trouve-t-elle répétée dans le Concile de Tribur. Ces deux Conciles l'avoient tirée des décrets d'Innocent I. Can. 13. & du Traité de *bono conjugali* de S. Augustin, chap. 18.

Le sieur Dage passe à la difficulté qu'on lui oppose dans un passage de S. Chrysostome l'un des Peres Grecs. Il est certain qu'on n'a pas pris le sens de ce saint Docteur; mais d'abord il demandera ce qu'on en concluerait, quand S. Chrysostome auroit été du sentiment qu'on lui attribue? prétendrait-on qu'un Fidele converti dans l'Eglise Latine pourroit en conséquence tenir une même conduite? Non, autrement il faudroit imaginer que, dans l'Eglise Latine, on pourroit permettre de se remarier dans le cas d'adultere parce que, depuis la nouvelle 17. de Justinien, tous les Grecs ont embrassé le sentiment opposé à celui de S. Basile, de S. Chrysostome, & à celui de la plupart des Peres Grecs des siècles plus voisins des Apôtres.

Or, il est certain qu'aucun Auteur Catholique n'oseroit avancer dans l'Eglise latine, que l'adultere fût une cause de dissolution de mariage: au contraire, qui oseroit l'enseigner sous prétexte que tel est le sentiment de l'Eglise grecque actuelle & depuis la Nouvelle, seroit regardé comme très-répréhensible. Il mériteroit même d'être puni par les Loix, s'il permettoit de l'exécuter. Ainsi quand S. Chrysostome auroit été de cet avis, il n'y auroit rien à en conclure en faveur de Levi qui a été baptisé dans le sein de l'Eglise Latine.

Mais on peut aller plus loin & soutenir que ce passage de S. Chrysostome n'a pas le sens qu'on lui attribue. Aussi quoiqu'il y ait plusieurs des Auteurs attachés au sentiment que Levi invoque en sa faveur qui prétendent s'appuyer sur S. Chrysostome, il y en a beaucoup d'autres qui ne le citent pas, parce qu'ils sentent que les termes, dans lesquels les premiers croient trouver un appui, ne décident rien à leur avantage.

S. Chrysostome regarde si peu l'infidélité d'un des Conjointes comme une cause de dissolution du nœud, que non-seulement il dit au mari fidele de demeurer, de ne pas renvoyer sa femme à cause de son infidélité, & à la femme de ne pas se sépa-

In primis ad
Cor. hom. 19.

ner de son mari, d'employer les termes les plus insinuans, mais il avance & répète par-tout que l'infidélité ne donne pas même le droit de séparation que donne l'adultère, *permisit ut is, qui fornicariam habet uxorem, illam expellerit, gentilem uero uxorem secus*; il va même jusqu'à dire que la différence qu'il y a entre le cas de l'adultère & le cas de l'infidélité est que le premier est une cause légitime de séparation, au lieu que dans le second, c'est même un crime indigne de pardon de se séparer de son conjoint à qui on n'a à reprocher que son infidélité. *Adeo grave, adeo ueniâ indignum est hoc peccatum, ut si uxor, invito conjuge etiam idolatrâ, ab illo separetur, à Deo puniatur, si ab adultero minime.*

In cap. 3. II.
tom. 6. p. 41.
n. 6.

On voit par la force des termes de S. Chrysostome combien il est éloigné de regarder l'infidélité comme une cause de rupture du mariage. De pareilles expressions ne donnent pas lieu de soupçonner que Levi puisse se flatter de rencontrer dans ce saint Docteur une décision assortie à son idée. Car on ne peut pas dire qu'elles soient équivoques, & qu'elles doivent être expliquées par d'autres endroits; par-tout S. Chrysostome tient le même langage. Quand une femme adoreroit des Idoles, dit ailleurs ce S. Docteur, le droit que le mari a sur elle n'en existe pas moins, *hoc autem etiam si mulier Idola colat coiri jus non amittitur.*

Hom. 63. ti.
8. p. 380. nov.
edit.

De pareilles propositions ne présentent-elles pas un système complet? L'adultère est une cause de séparation: l'infidélité n'en est pas une. Il y a plus; autant il est libre au conjoint innocent de se séparer du conjoint adultère, autant il est interdit, c'est un crime même à un néophyte de se séparer du conjoint infidèle à qui il n'a rien à reprocher sur l'article de la fidélité conjugale. Enfin les conjoints conservent leur droit l'un sur l'autre sans que la différence de religion y mette le moindre obstacle: n'est-ce pas décider précisément que Levi ne peut pas argumenter de la persévérance de sa femme dans l'infidélité, pour s'en faire un titre de séparation? Et ce qu'on prie de remarquer, c'est que S. Chrysostome s'exprime ainsi sur l'endroit même de S. Paul qu'on nous oppose. D'où suit que ce saint Docteur ne voit pas dans l'Apôtre une permission au conjoint converti de se séparer de son conjoint pour cause d'infidélité.

Hom. 19 in
1. ad Cor.

C'est donc un principe général d'après lequel S. Chrysosto-

me raisonne en cette matiere, qu'il n'y a rien à conclure du cas de l'adultere à celui de l'infidélité; qu'ainsi de ce que le conjoint innocent est libre de se séparer du conjoint adultere, il ne s'ensuit pas que le néophite en puisse faire autant à l'égard de son conjoint infidele: *Permisi ut is qui fornicariam habet uxorem illam expellerit, gentilem vero uxorem secus.*

Pourquoi S. Chrysostome insiste-t'il tant sur cette différence? Il est aisé d'en sentir le fondement: il est tiré de la nature même du mariage & de sa fin.

Qu'est-ce que le mariage relativement aux conjoints? C'est une société légale de deux époux qui se sont réciproquement donnés l'un à l'autre avec serment de ne jamais manquer à la foi qu'ils se sont promise. C'est un acte sinallagmatique de société perpétuelle. Or qu'y a-t-il de plus contraire à ce contrat, que l'infraction de cette foi jurée, que la soustraction de l'objet engagé pour le livrer à un autre? La partie adultere commet un crime non-seulement contraire à toute loi, mais qui attaque directement l'obligation qu'elle a contractée. Il en est d'une partie adultere comme d'un associé, par acte, qui exécuteroit avec un autre le contrat qu'il auroit passé avec son associé. Il seroit vrai de dire de cet homme & il est vrai de dire par comparaison de l'adultere, qu'il fait tout ce qui est en lui pour dissoudre ses engagements. L'infidélité au contraire n'a rien d'incompatible avec l'idée du mariage. On se marie dans tout état & dans toute religion. La foi a été jurée par les Parties dans l'état où elles étoient. Peut-on dire que le changement de condition civile altere en rien le contrat? Pourquoi donc le changement arrivé dans l'ame d'un des conjoints y en apporteroit-il? Il faudroit une loi: il n'y en a point, ou, pour mieux dire, il y en a une qui oblige les conjoints à persévérer dans leur alliance. Elle est écrite, selon Tertulien, S. Augustin & S. Chrysostome, dans ces termes de l'Apôtre. *Unusquisque in quâ vocatione vocatus est in eâ permaneat.* Remarquez que c'est dans le Chapitre même où Levi prétend trouver la dissolution de son lien, où S. Chrysostome lit la loi qui lui ordonne de respecter ce lien. *Uxorem habens infidelem vocatus es? Mane cum illâ, ne propter fidem ejicias uxorem. . . . Hoc enim sibi vult illud unusquisque sicut divisit Deus.* Au contraire, parlant au conjoint innocent, il lui dit précisément qu'il peut se séparer du conjoint adultere.

Il est donc vrai & dans les principes de la matiere & dans ceux

ceux des Peres, & même de S. Chrysostome, que de la permission donnée au conjoint innocent de se séparer du conjoint adultère, on n'en peut tirer aucune conséquence rigoureuse qu'on puisse appliquer au Néophyte converti depuis son mariage, pour l'autoriser à conclure par parité le droit qu'il auroit de se séparer de son Conjoint infidèle. Aussi faudra-t-il remarquer que, quoique S. Augustin qualifie ces deux cas par une dénomination commune en appelant l'infidélité fornication de l'esprit *fornicatio spiritus*, comme il appelle l'adultère *fornicatio carnis*, ce n'est pas pour comparer à tous égards le droit qu'a le Conjoint innocent contre le Conjoint adultère avec celui que la religion donne au Néophyte à l'égard de l'infidèle, mais pour conclure l'indissolubilité du lien dans ces deux cas.

Mais, dira-t-on, S. Chrysostome ne parle, dans les endroits que vous opposez, que du cas où le conjoint infidèle consent habiter. Il faut nous prouver la même chose dans ce saint Docteur dans le cas où il refuse la cohabitation, ou, quand il y consentiroit, dans celui où elle ne peut avoir lieu : *Sine injuriâ religionis, sine periculo subversionis*.

1^o. Pourquoi veut-on que ce qui dans le principe n'est pas même une cause nécessaire de séparation, devienne dans celui-ci, par une circonstance particulière, une cause de rupture du lien ? L'opposition à cohabiter qui se trouvera dans le Conjoint infidèle, sera-t-elle donc capable de produire un effet si considérable ? Si on veut tirer cet effet de ce que le Néophyte peut trouver dans l'union avec son Conjoint infidèle, des dangers pour sa foi, & qui ne sçait qu'il y a souvent plus à craindre pour lui dans la cohabitation tranquille d'un Conjoint infidèle qui emploiera sa douceur & ses manières insinuanes pour le ramener à l'infidélité qu'il n'a à craindre de la rébellion du Conjoint qui refuse la cohabitation. D'où on peut conclure que si cette raison avoit déterminé les Peres à prononcer la rupture du mariage du Néophyte dans le cas dont on vient de parler. Il est certain qu'ils ne seroient pas conséquens dans leurs principes. On peut dire la même chose du motif que la cohabitation ne peut avoir lieu sans exposer le Conjoint infidèle à injurier la Religion. D'ailleurs la séparation à *thoro* suffit pour remédier à tous ces inconvénients.

Mais, dit-on, le conjoint néophyte, parce qu'il est converti, n'est pas pour cela appelé à la continence, & c'est le forcer à la garder.

Les raisons d'incapacité de garder la continence dans les

S. Aug. de
conjug. adult.
liv. 2. ch. 9.

cas de séparation ne touchoient pas les Peres. Saint Augustin en détaille (a) plusieurs où les gens mariés sont obligés de la garder. Il s'oppose dans chacun de ces cas la difficulté qu'on nous fait, & toute la solution qu'il y donne, c'est qu'on ne peut changer la Loi de Dieu. Il termine même toutes ses observations en répondant à une femme qui continuoit ses plaintes : *Quid ergo ei prodest quod de Lege Christi mulier incontinens queritur nisi ut murmurans puniatur.* A quoi serviront à cette femme toutes ses plaintes contre la dureté de la Loi de Jesus-Christ, sinon à la faire punir de son incontinence malgré ses murmures. D'ailleurs il faudroit établir cette exception dans S. Paul. Or tout ce qu'on voit dans cet Apôtre est le conseil qu'il donne au néophyte de ne pas renvoyer le conjoint infidele : *Non dimittat illam, non dimittat virum*, & l'avis de laisser aller le Conjoint infidele s'il se sépare : *Si infidelis discedit, discedat.* Mais ne prévenons pas ce que S. Augustin nous apprendra sur ce point.

2°. Non-seulement la rupture du lien ne s'ensuivra pas de l'idée du refus que fait l'infidele de cohabiter, ni des termes de l'Apôtre à l'égard du Néophyte ; Saint Chrysostome écarte même cette conséquence désavouée par tous les Peres de l'Eglise Latine & singulierement par Saint Augustin, dans la

(a) Continenter vivere paucorum est. Et ideo qui fornicantes conjuges dimiserunt, quoniam non possunt reconciliari, tantum se vident periclitari, ut legem Christi non humanam, sed feralem pronuntient, ô frater, quantum ad incontinentes pertinet, multas querelas habere possunt, quibus, ut dicis, legem Christi feralem pronuntient, non humanam, & tamen non propter illos Evangelium Christi pervertere, vel mutare debemus. Te quippe sola eorum querela permovet, qui conjuges causâ fornicationis intercedente dimittunt, si alias ducere non sinantur : quoniam continere paucorum est, atque ad id debent laude adhortari, non lege compelli ; itaque si dimissâ adulterâ non ducitur altera, justam querelam, sicut putas, habebit hominum incontinentia. Sed attende quam plura sunt, ubi si querelas incontinentium velimus admittere, necesse nobis erit adulteria facienda permittere. Quid si enim aliquo diuturno & insanabili morbo corporis teneatur conjux, quo concubitus impeditur ? Quid si captivitas vel vis aliqua separet, ita ut sciat vivere maritus uxorem, cujus sibi copia denegatur, censef-ne admittenda incontinentium murmura & permittenda adulteria ? Quid in hoc ipso undè interrogatus est Dominus, responditq. fieri non debere, sed ad duritiam cordis illorum Moysen permisisse dari libellum repudiî, & quâcumque causâ dimitterem conjugem. Nonne lex Christi incontinentibus displicet, qui uxores litigiosas, injurias, imperiosas, fastidiosas & ad reddendum debitum conjugale difficillimas, repudio interposito abicere volunt, & alteras ducere ? Jam ergo, quia istorum incontinentia legem Christi horruit, ad eorum lex Christi arbitrium commutanda est. Et plus bas au n. suivant, il conclut, ego autem dico in utroque manere hoc vinculum, quo mulier alligata est, quandiu vir ejus vivit, sive continens, sive mæchus : & ideo mæchari eam quæ dimissa nupserit & mæchari eum qui dimissam duxerit, sive à mæcho, sive à continente dimissa sit, quoniam mulier alligata est, quamdiu vir ejus vivit ; & quant à ce qui regarde les plaintes de la femme abandonnée, il dit : Quid ergo ei prodest, quod de lege Christi mulier incontinens queritur nisi ut murmurans puniatur ?

maniere dont il explique les termes de S. Paul dont on veut l'induire. Ecoutons les regles de conduite que S. Chrysostome donne sur cet endroit : *Si infidelis discedit, discedat*. Si l'infidele se retire, qu'il se retire : c'est bien là le siège de la question. Voyons comment il l'a résout (a) : *Id est, c'est-à-dire, dit-il, faites tout ce qui est en vous, ne donnez occasion de combat & de guerre ni au Juif ni au Grec. Par-tout où vous verrez la piété blessée ne préférez pas la concorde à la vérité, mais persistez généreusement jusqu'à la mort : ne combattez pas par indisposition, ne l'écartez pas par un dessein de votre volonté, mais combattez uniquement pour la défense de votre foi. C'est ce que signifie, autant qu'il est en vous, ayez la paix avec tous les hommes ; & s'il ne garde pas la paix, ne laissez pas troubler votre ame par la tempête, mais soyez son ami par la disposition de votre cœur sans trahir jamais la vérité.*

S. Ch. hom. 22. in Ep. ad Rom. sur ces mots : *benedicite persequentibus vos, benedicite, & nolite maledicere.*

1. Cor 7. 15.

On demandera à Levi si, dans son système, il expliqueroit l'endroit de saint Paul comme saint Chrysostome le rend ici. Croit-il que S. Paul lui ordonne de *persistere jusqu'à la mort, d'être toujours ami de sa femme, de ne combattre contre elle que pour se préserver du danger de subversion*, pendant qu'il n'a d'autre vue que de faire un divorce éternel avec elle, de ne la jamais revoir non plus que sa famille, de rompre pour toujours avec tout ce qui lui appartient, de mettre par son nouveau mariage un mur de séparation entre les deux familles, en un mot, d'annoncer à sa femme une rupture qui ne lui laissera plus le retour libre quand, en se convertissant, elle consentiroit à rentrer dans leur ancienne cordialité, dans cette tendresse qu'elle ne peut s'empêcher de laisser appercevoir dans les lettres qu'elle lui adresse.

Mais ce n'est pas le seul endroit de ce saint Docteur où il s'explique si clairement sur le sens de saint Paul. Qui le croiroit ? Le texte que cite Levi le condamne lui-même. Il ne l'invoque qu'en coupant le sens, en détachant une phrase du texte dont elle fait partie. Voici les termes dont il

(h) Si verò infidelis discedit, discedat, id est, quæ penès te sunt præsta, & nemini des ansam belli & pugnæ, non Judæo non Græco, Sicubi verò pietatem lædi videas, ne præponas concordiam veritati, sed generosè persiste usque ad mortem : ac ne sic ex animo pugnes, neque ex voluntatis proposito ipsum averseris ; sed in rebus tantummodo pugnes. Id enim significat illud, quod ex vobis est cum omnibus hominibus pacem habentes. Et si ille pacem non servaverit, tu ne animum tuum tempestate repleas, sed ex proposito voluntatis amicus esto, ut dixi, veritatem nusquam prodas.

s'agit. S. Chrysostome les emploie à l'occasion de l'endroit de saint Paul qui donne lieu à la Cause. Il vaut mieux que le mariage soit rompu que la religion du fidele renversée : *Melius est disrumpi connubium quàm piam religionem.*

1°. Pourquoi se sert-il de termes si forts ? C'est dans un discours où il veut persuader. Il ne trouve pas d'expressions trop énergiques pour faire éviter le danger à des fideles qui n'ont aucun doute sur le genre de séparation qu'il leur ordonne. Il faut remarquer, & cela est très-important, que ce n'est pas dans une phrase de discours d'éloquence où on peut voir, avec précision, le sens d'un Auteur, il en faut en ce cas plus d'une, les concorder & sur-tout observer ce qui précède & ce qui suit.

2°. S. Chrysostome s'explique lui-même dans l'endroit qu'on oppose, on n'a garde de rapporter le contexte de ce Pere. Comment se propose-t-il la difficulté à laquelle il répond ? Que veulent dire ces paroles : Si l'infidele se retire ou se sépare : *Si infidelis discedit aut separatur* ? Veut-on entendre la conjonction *aut* comme explicative du mot *discedit* ou comme disjonctive ? Prétend-on dans le premier sens qu'il n'y ait qu'un cas qui sera celui de la séparation ? Soutient-on, comme dans le second sens, qu'il s'agisse de deux cas, que le verbe *discedit* s'entende de rupture du lien, & le mot *separatur* de séparation à *thoro*. Cela est indifférent au sieur Dage, qui trouve dans saint Chrysostome une réponse décisive : car ce Pere, dans le second sens, aura toujours à répondre sur l'un & l'autre cas. Voici

In prima ad
Cor. hom. 19. ses propres termes qu'on ne fait que traduire (a) : « Que veut dire ces paroles : Si l'infidele se retire ou se sépare ? Par exemple, s'il ne vous laisse à choisir qu'entre l'un de ces deux partis, ou celui de sacrifier & de devenir compagne de son impiété en conséquence du droit que lui donne le mariage qu'il a contracté avec vous, ou de vous retirer, il vaut mieux que le mariage soit rompu que la religion du fidele renversée. C'est pourquoi l'Apôtre ajoute : Car le frere & la sœur ne sont pas assujettis à la servitude en ce cas. S'il combat & vous fait tous les jours la guerre pour

(a) Quid sibi vult illud : infidelis si discedit aut separatur ? verbi gratia, si te jubet sacrificare aut sociam impietatis esse propter connubium vel discedere ; melius est disrumpi connubium quàm piam religionem. Quapropter subdit : non enim servituti subiectus est frater aut soror in ejusmodi rebus. Si quotidie eâ de causâ pugnet & bellum moveat, melius est separari. Hoc enim subindicat cum dicit, in pacem autem vocavit nos Deus.

» parvenir à ce qu'il exige de vous , il vaut mieux que vous
 » vous sépariez : *Melius est separari*. C'est ce que l'Apôtre
 » vous enseigne lorsqu'il ajoute : Dieu nous a appelés à la
 » paix : *In pacem autem vocavit nos Deus.* »

Est-il difficile , à l'inspection de tout ce texte de S. Chrysostome , d'appercevoir le sens qu'il donne aux paroles de l'Apôtre ? Qu'on explique comme on voudra la conjonction *aut* qui se trouve dans la question qu'il se fait , il y a deux choses que Levi ne peut nier. Ce Pere , quand il prend les termes de l'Apôtre pour les commenter dans l'hypothèse la plus effrayante où il pût se placer , ne répond autre chose que *melius est separari*. Il est mieux de se séparer. Dira-t-on que c'est-là une dissolution du lien ? Qu'on observe le motif qu'il donne de cette séparation : c'est celui de l'Apôtre : *In pacem vocavit nos Deus*. Seconde circonstance qui prouve qu'il n'entend pas parler dans cet endroit de rupture de mariage.

En effet , Levi pense-t-il au vice de raisonnement qu'il met dans la bouche de S. Paul & de S. Chrysostome , quand il leur fait avancer , par les termes qu'ils emploient , que le mariage est dissous dans ce cas. Voici précisément ce qu'il leur fait dire. Si votre conjoint infidele consent habiter , ne le renvoyez pas , l'infidélité n'est pas un obstacle au mariage , chacun doit demeurer dans l'état où il a été appelé. *Non dimittat virum (aut) non dimittat illam , unusquisque in quâ vocatione vocatus est in eâ permaneat*. D'ailleurs qui sçait si vous ne gagnerez pas votre Conjoint à Jesus-Christ ? Mais s'il ne veut pas cohabiter , ou si sa cohabitation ne peut que vous être dangereuse pour votre salut , la conduite que vous devez tenir c'est de rompre le lien qui vous tient uni à lui. 1°. Dépend-il des Conjoints de rompre le lien ou de le laisser subsister ? 2°. La comparaison employée dans la phrase de S. Chrysostome , fait sentir avec évidence la fausseté du sens qu'on donne à la proposition de ce saint Docteur. Car *melius est disrumpi connubium quàm piam religionem* ou *melius est separari quàm piam abnuî religionem* ne pourroit signifier , dans ce cas , que c'est un moindre mal que vous rompiez votre mariage que d'abandonner la religion. Or il n'y auroit plus de comparaison , chacun se suffisant à lui-même pour abandonner la religion , au lieu que personne n'est capable

de rompre le lien de son mariage. Faire parler ainsi ce saint Docteur, c'est supposer qu'il avoit oublié les regles les plus simples du raisonnement, au lieu que rien n'est plus sensé & plus raisonnable que de dire : C'est un moindre mal que vous pratiquiez la séparation (ce qu'il vous est libre de faire en ce cas comme l'Apôtre vous le déclare) que de vous exposer à perdre la religion. Enfin c'est une autre conséquence de supposer que cet acte de rupture du mariage doive être pratiqué par le Néophyte pour se procurer la paix. Outre que, comme on l'a dit, ce Pere lui enseigneroit la pratique d'un acte qui lui seroit impossible, le motif qu'il lui en donne, avec S. Paul, n'a trait qu'à la séparation *à thoro*. Pour avoir la paix il n'y a autre chose à faire que de se séparer de ceux qui aiment la guerre.

De Script.
Eccl.

3°. Levi prétend-il entendre mieux S. Chrysostome que Théophilacte qui, selon le Cardinal Bellarmin, n'est que son abrégiateur ? Or on démontrera plus bas que Theophilacte explique les paroles de S. Paul de la séparation *à thoro*, & qu'il s'exprime en termes formels sur la subsistance du lien. Cet Auteur va même jusqu'à dire que c'est faire violence au texte de saint Paul & le faire parler, que de prétendre que cet Apôtre annonce le lien rompu par la séparation du Néophyte qui abandonne son Conjoint persévérant dans l'infidélité.

Quant à l'idée qu'on impute à saint Chrysostome de prétendre que le mariage est rompu par l'adultère, on répondra que tous les textes qu'on produit pour le prouver sont aisés à expliquer dans le sens de la séparation *à thoro*, seule permise, en ce cas, dans l'Eglise Latine. On peut renvoyer, sur ce point, à l'ouvrage de Gibert qu'on a cité. D'ailleurs on ne peut penser ainsi sans imaginer que le saint Docteur se seroit contredit. Il suffit, pour s'en convaincre, de jeter les yeux sur la maniere dont il décrit l'indissolubilité du mariage.

C'est dans son Homélie 63 : 1°. il remarque que le terme propre à rendre cette union est celui d'*adhærer* qui se dit de deux choses collées l'une à l'autre, & que comme les choses collées sont inséparables, le mari & la femme le doivent être aussi. 2°. Il dit que le mari n'étant qu'une même chair, c'est un aussi grand crime de les séparer que de partager un corps en deux,

quemadmodum igitur scelus est in duo dividere unam carnem, sic & mulierem à viro suo diripere iniquissimum est. 3°. S. Chrysostome insiste souvent sur cette vérité enseignée par S. Paul, *Rom. 7. 1.* que la femme est liée à son mari tant qu'il vit.

Or trouvant des principes si clairs dans ce S. Docteur, ils doivent servir à expliquer tout ce qui se trouveroit obscur dans d'autres endroits, c'est la regle qu'indique la bonne Logique.

Au reste, le sieur Dage ne pousse pas plus loin ses observations sur ce point étranger à la question qu'il traite.

Le sieur Dage a prouvé, a même démontré par les principes des Peres de l'Eglise Latine, & par ceux de S. Chrysostome chez les Grecs, que le mariage des Infideles demeure indissoluble dans le cas même où l'un des Conjoints s'est converti. On a vu les Peres établir que ce mariage est indissoluble devant Dieu : *ratum est apud Deum matrimonium hujusmodi* : que celui qui est converti doit persévérer à conserver sa femme, *gratiâ Dei conversum perseverare cum uxore debere* : que c'est même pour lui une nécessité, *habet igitur ille perseverandi necessitatem* : que les crimes les plus graves ne font pas une raison qui en sépare. S. Jérôme entre même dans un grand détail pour l'établir : qu'on ne peut pas non plus le prétendre de l'infidélité, *noli fidem Christi putare causam dissidii* : qu'on ne doit pas conclure, qu'un Néophyte lié à un conjoint infidele puisse abandonner la femme qu'il a prise dans l'infidélité, de la permission qu'a le Conjoint innocent de se séparer de son Conjoint adultere : que le conjoint Néophyte commettrait même un crime s'il tiroit cette conclusion pour tenir une même conduite, parce que l'infidélité n'est pas contraire au mariage, & que c'est un devoir de persévérer dans l'état où on a été appelé, *unusquisque in quâ vocatione vocatus est in eâ permaneat* : enfin que le Baptême lave les crimes, mais n'efface pas les mariages, *crimina enim in Baptismo solvuntur, non conjugia.* 1. Cor. 7. 20.

Le sieur Dage passe au second principe qu'il trouve dans les Peres sur cette matiere : ces SS. Docteurs sont allés jusqu'à dire qu'on ne peut apporter aucune exception au principe de l'indissolubilité du mariage en ce cas : qu'on ne peut la trouver dans le passage de l'Apôtre S. Paul aux Corinthiens, & que se marier à un autre de la part du Conjoint converti, sous prétexte que l'autre Conjoint ne veut pas se

convertir ni demeurer avec lui, ce seroit commettre un adultère. Ce second principe se trouve établi par des passages de plusieurs Peres & quantité de textes de S. Augustin, mais singulierement dans deux livres entiers qu'il a fait sur cette matiere, où il l'examine polémiquement & comme défenseur de la doctrine de l'Eglise sur ce point. C'est dans les deux traités *De adulterinis conjugis*, où il répond aux questions que lui avoit faites Pollentius.

Comme Levi arrache de ce livre, qui comprend un système réfléchi, des passages qu'il oppose au sieur Dage, ce dernier ne peut se dispenser de rendre exactement & analytiquement le système du Livre de S. Augustin. Quoi qu'en puisse dire son Adversaire (a), qui prétend que c'est le moyen d'obscurcir les textes, il persistera à soutenir que c'est la seule voie de découvrir une lumière capable de dissiper les ténèbres qu'on veut répandre sur sa doctrine.

Pollentius avoit des difficultés sur deux endroits du Chap. VII. de la I. Epître aux Corinthiens, tant dans les versets qui regardent les gens mariés dont un des Conjoint est adultère, que sur la conduite que S. Paul indique au Conjoint Néophyte qui s'étoit marié dans l'infidélité avec un Conjoint infidèle. 10. Il lisoit aux versets 10 & 11 de ce Chap. *Iis autem qui matrimonio juncti sunt, præcipio non ego, sed Dominus, uxorem à viro non discedere; quod si discesserit, manere innuptam, aut viro suo reconciliari. Et vir uxorem non dimittat.* Pour ceux qui sont dans le mariage, ce n'est pas moi, mais le Seigneur qui leur fait ce commandement, qui est que la femme ne se sépare point d'avec son mari. Que si elle s'en sépare, qu'elle demeure sans se marier, ou qu'elle se reconcilie avec son mari. Que le mari de même ne quitte point sa femme. D'un autre côté il avoit lu dans les Commentaires de S. Augustin sur S. Matthieu que J. C. ne permettoit pas à un

(k) Toute l'audience a dû être étonnée d'entendre avancer un semblable parallogisme, que rendre l'analyse d'un livre, en développer scrupuleusement l'ordre & les principes, donner les textes de l'Auteur dans ses propres termes, c'est chercher à obscurcir; & qu'au contraire présenter, comme on a fait de la part de Levi, quelques textes isolés qu'on explique suivant le système qu'on veut prêter à S. Augustin, ce soit la seule voie de le faire entendre. On ne réfutera point ici une pareille observation. On croit que la meilleure façon d'y répondre sera de suivre la même route qu'on avoit déjà prise, & même de donner une analyse plus étendue des propres termes de S. Augustin. La Cour se convaincra par elle-même de la solidité de la défense que le sieur Dage trouve dans ce S. Docteur, & que son adversaire avoit besoin d'une pareille excuse pour se donner la liberté de faire dire à S. Augustin ce qu'il auroit désiré pouvoir découvrir dans son livre.

Conjoint de se séparer de son autre Conjoint que dans le cas d'adultere de la part de ce dernier, & que, dans ce cas, il ne pouvoit se remarier. Il demande à S. Augustin s'il faut entendre les termes de S. Paul, qu'on vient de rapporter, en ce sens qu'ils contiennent, de la part de l'Apôtre, une défense de se marier à celle qui s'est séparée de son mari sans cause d'adultere, de maniere que l'Apôtre n'entendît pas restreindre la permission de se séparer à celle des deux parties qui a lieu de se plaindre d'adultere de son Conjoint.

S. Augustin répond à cette question jusqu'au n. 14. & il établit, par S. Paul, que la fornication est seule cause qui autorise le Conjoint innocent à se séparer: que la cause du mari dans ce cas est la même que celle de la femme. Il leve les difficultés qui naissent des expressions des différents endroits de l'Evangile, ainsi que celles que lui fait Pollentius; & il lui prouve que par-tout, & dans quelque endroit de l'Evangile où il se reporte, la défense de J. C. de se séparer l'un de l'autre est absolue & n'a d'exception qu'au seul cas de l'adultere.

2°. S. Augustin vient ensuite *ψ*. 14. aux difficultés que Pollentius avoit sur les Instructions que S. Paul donne *ψψ*. 12, 13, &c. au Conjoint converti dont l'autre Conjoint, qu'il avoit épousé avant sa conversion, est resté dans l'infidélité.

Pollentius pensoit (a) qu'il n'étoit pas permis à ce Conjoint fidele d'abandonner son Conjoint infidele, parce que l'Apôtre le défend.

S. Augustin répond qu'il est permis au Conjoint fidele d'abandonner le Conjoint infidele, parce que le Seigneur ne le défend pas; mais que l'Apôtre avertit qu'il n'est pas expédient de le faire par le motif qu'il en donne, qu'il peut

(a) Tibi autem videtur infideles quoque dimitti à fidelibus non licere, quia hoc vetat Apostolus: cum ego dicam licere, quia hoc non vetat Dominus; non tamen expedire, quia hoc ne fiat, monet Apostolus: qui reddit etiam rationem cur fieri non expediat, quamvis liceat. Quid enim scis, inquit, mulier, si virum saluum facies? aut undè scis vir, si uxorem salvam facies? Cum etiam superius dixisset, sanctificatus est enim vir infidelis in uxore & sanctificata est mulier infidelis in fratre, hoc est, in christiano; aliòquin filii vestri, inquit, immundi essent, nunc autem sancti sunt. Sic ad lucrandos conjuges & filios Christo, etiam exemplis quæ jam præveniant, videtur hortatus. Cur ergo non expediat etiam infideles conjuges dimitti à fidelibus, causa evidenter expressa est. Non enim propter vinculum cum talibus conjugale servandum, sed ut adquirantur in Christum; recedi ab infidelibus conjugibus Apostolus vetat.

le gagner à J. C. Il rend cette raison, dans les termes de l'Apôtre ; que sçavez-vous, femme, si vous ne sauverez pas votre mari ? Et d'où avez-vous appris, homme, si vous ne sauverez pas votre femme ? Car, comme dit S. Paul, l'homme infidele est sanctifié par la femme fidele, & la femme infidele est sanctifiée par l'homme chrétien : autrement vos enfans seroient impurs, & maintenant ils sont saints. Ainsi, ajoute-t-il, l'Apôtre paroît avoir fait cette exhortation au Néophyte par l'espérance qu'il a, que ce conjoint Néophyte acquerra l'autre conjoint & ses enfans à J. C. Il se fonde sur les exemples qu'il en avoit déjà vus.

Pourquoi donc, se demande S. Augustin, n'est-il pas expédient que le Conjoint fidele abandonne le Conjoint infidele ? Il répond, la cause en est clairement donnée par l'Apôtre. Car il ne défend pas au Conjoint fidele de se séparer du Conjoint infidele à cause du lien conjugal, qui doit toujours être gardé avec de telles personnes, mais afin de pouvoir l'acquérir à J. C.

S. Augustin fait ensuite une très-belle dissertation pour prouver qu'il y a des choses permises dont on ne doit point user par la vue d'un plus grand bien qui en peut arriver. C'est ce qui occupe ce Saint Docteur dans les vv. qui suivent jusqu'au 22. Il observe qu'à la vérité ce n'est qu'un conseil de ne pas renvoyer sa femme, mais que ce conseil est d'un ordre bien différent de celui de ne se pas marier. Car, quoiqu'il n'y ait point de précepte de demeurer avec un Infidele, comme il n'y en a point qui oblige à la continence, on ne peut pas dire néanmoins que l'usage de cette liberté que Dieu nous a laissée, soit également indifférente dans les deux cas. Le mariage est un bien, quelquefois même plus avantageux que la continence, relativement aux dispositions des personnes ; mais il n'est point pour le prochain une occasion de chute & de scandale, au lieu qu'il en résulteroit de très-grands inconvéniens de ce qu'un Néophyte abandonneroit son Conjoint. 1°. Il scandaliserait ses freres. *Non solum quia perniciosissime scandalisuntur offensi. (a)*

N. 22.

(a) Tunc autem non expedit id quod licitum est, quando permittitur quidem, sed usus ipsius potestatis aliis affert impedimentum salutis. Sicut est undè jamdiu loquimur, discessio fidelis conjugis ab infideli, quam non prohibet Dominus præcepto legis, quia coram illo injusta non est ; sed prohibet Apostolus consilio caritatis, quia infidelibus affert impedimentum salutis : non solum quia perniciosissime scandalisuntur offensi ; verùm etiam quia in alia conjugia cum ceciderint viventibus eis à quibus dimittuntur, adulterinis nexibus colligari difficillime resolvuntur.

A ce premier inconvénient il y en joint un second qu'il tire de ce qu'un Conjoint abandonné, ayant passé dans un autre mariage, du vivant de celui qui l'a abandonné, sera très-difficilement ramené des liens (a) adulteres dans lesquels il se feroit engagé. *Verum etiam quia in alia conjugia cum ceciderint viventibus eis à quibus dimittuntur, adulterinis nexibus colligati, difficillimè resolvuntur.*

Ensuite ce S. Docteur étant revenu à appuyer sa preuve que c'est un conseil que donne l'Apôtre, Pollentius, *ŷ. 25.* lui fait une difficulté qui consiste à lui opposer que, tant dans l'ancien que dans le nouveau Testament, Dieu défend les mariages entre personnes désunies de religion; & il lui demande comment l'Apôtre peut conseiller à des Conjointes de religions différentes de ne se pas séparer.

S. Augustin répond qu'il ne s'agit pas ici de mariage à contracter entre un Chrétien & un Infidele; mais d'un mariage contracté dans l'infidélité par deux Infideles, & que c'est dans ce cas où S. Paul conseille au Néophyte de ne se pas séparer de son conjoint infidele: *agitur non de conjungendis, sed de conjunctis? Ambo quippè unius ejusdemque infidelitatis fuerunt quando conjuncti sunt.*

S. Augustin revient à la question, & résoud encore quelques cas qui naissent de son principe que l'Apôtre donne un conseil qui tend à la perfection, qu'ainsi il est expédient de le pratiquer, quoiqu'il soit permis de ne le pas pratiquer, en quoi le conseil est différent du précepte affirmatif ou prohibitif qui ne suppose pas la permission du contraire, ce qui le conduit jusqu'au n. 31. qu'il termine en observant que le choix entre ce qui est permis (de renvoyer sa femme infidele) ou ce qui est de conseil (de ne la pas renvoyer) n'a pour objet qu'une simple séparation à *thoro* qui, dans le

(a) Que notre adversaire voie s'il pourroit concilier l'idée du second inconvénient que S. Augustin trouve dans la pratique du renvoi permis avec la maniere dont il explique les paroles *non propter vinculum*, &c. rapportées plus haut &, s'il est possible, de les rendre autrement qu'on l'a fait sans donner au texte de S. Augustin, non-seulement un sens forcé, mais sans lui faire tenir un raisonnement plein de contradiction. Car si on veut faire dire à ce S. Docteur, *ŷ. 14.* que l'Apôtre donne ce conseil non parce que le lien subsiste, mais afin qu'il puisse gagner son Conjoint à Jesus-Christ; comment le même saint Docteur trouvera-t-il qu'un des inconvénients de ce renvoi, est que le Conjoint renvoyé pourra se lier par des liens adulteres. Ces deux endroits impliqueroient la contradiction la plus sensible. On a éludé cet inconvénient en évitant la voie de l'analyse. On a eu grande raison de prendre ce parti: on n'auroit pas pu se faire écouter dans le sens qu'on avoit résolu de donner aux textes de S. Augustin.

cas du renvoi, ne permettroit pas d'en épouser un autre. Cependant, dit S. Augustin, pour quelque genre de fornication que ce soit, soit celle de la chair, soit celle de l'esprit, en quoi on entend l'infidélité, *propter quodlibet tamen fornicationis genus, sive carnis, sive spiritus ubi & infidelitas (a) intelligitur*, la femme ayant renvoyé son mari ne peut en épouser un autre, comme le mari, ayant renvoyé sa femme, ne peut pas non plus en épouser une autre, parce que le Seigneur dit, sans exception, que si une femme, ayant abandonné son mari, en épouse un autre, elle est adultere, comme tout homme qui, ayant abandonné sa femme, en épouse une autre, devient adultere. *Et dimisso viro non licet alteri nubere & dimissâ uxore non licet alteram ducere : quoniam Dominus nullâ exceptione factâ dicit, si uxor dimiserit virum suum & alii nupserit, mœchatur. Et omnis qui dimittit uxorem suam & ducit alteram mœchatur.*

Marc. 10. 12.
Luc. 16. 18.

Saint Augustin pouvoit-il décider plus précisément la question du lien? Etoit-il possible que ce saint Docteur renversât plus positivement l'addition que Levi fait aux paroles de saint Paul, en ajoutant que le lien du mariage est rompu par la séparation permise au Chrétien converti dans le cas où l'autre Conjoint ne veut se convertir.

Mais S. Augustin avoit regardé l'indissolubilité du lien du mariage comme une vérité si importante, qu'il l'avoit déjà établi, dans le cours de sa Dissertation, comme on l'a vu, en développant à Pollentius les raisons de sagesse qu'il trouve dans le conseil de S. Paul. Car après avoir dit que S. Paul donne ce conseil au Conjoint fidele, parce que, se porter facilement à la séparation en ce cas, c'est mettre obstacle à la conversion des infideles en ce qu'ils peuvent en être scandalisés, il ajoute que c'est même exposer le Conjoint renvoyé au danger de se lier, par des liens adulteres, en contractant un mariage du vivant de celui qui l'a renvoyé, & par là donner occasion à un obstacle que la passion lui rendra très-difficile à surmonter; on a déjà vu ses termes sur ce point. Mais ce qui est important est d'observer avec quelle force saint Augustin s'explique sur cette question : *Sed prohibet Apostolus*

Eod. n. 22.

(a) Cette idée d'appeller l'infidélité fornication de l'esprit, n'est pas particulière à cet endroit. S. Augustin l'avoit déjà employée au n. 19. Ce S. Docteur l'a tiré du Ps. 27. du Pseaume 72. *perdidisti omnem qui fornicatur abs te*, qu'il explique des Infideles.

consilio caritatis quia infidelibus affert impedimentum salutis : non solum quia perniciosissime scandalisuntur offensi, verum etiam quia in alia conjugia cum ceciderint viventibus eis à quibus dimittuntur, adulterinis nexibus colligati difficillime resolvuntur.

Le sentiment de saint Augustin est aussi clair que la lumière même. Le sieur Dage ne l'établit pas par des passages détachés de textes dont ils ne fassent plus partie & sur lesquels on puisse répandre de l'équivoque, par ce qui précède & ce qui suit; c'est par un Livre entier dont il rend l'analyse & dans lequel S. Augustin suit sa question avec toute la force de la dialectique la plus exacte, & sans s'écarter un moment de l'Ecriture-Sainte qu'il ne perd pas de vue. Mais ce que le sieur Dage prie sur tout d'observer, c'est que l'argument qui résulte en sa faveur de la décision de S. Augustin est d'une force telle qu'on ne peut rien opposer qui l'infirmes, à moins qu'on n'eût une décision de l'Eglise universelle qui eût décidé le contraire.

En effet il ne faut pas considérer S. Augustin sur cette matiere comme un auteur à qui il seroit échappé une phrase en passant, ni même le mettre à niveau d'un Pere particulier qui auroit dit son avis; S. Augustin étoit la lumière de l'Eglise pour défendre le mariage contre les attaques que les Manichéens lui ont livré. Il faisoit en cela le même personnage qu'il a fait contre les Pélagiens, aussi est-ce par cette raison que Polentius s'adressoit à lui, & le consultoit. L'adversaire du sieur Dage ne se dissimule pas la force de ce témoignage contre lui. C'est ce qui l'a porté à redoubler d'efforts pour tâcher d'obscurcir, parce qu'il ne pouvoit écarter, ce suffrage, dont l'autorité l'effraie. Au reste il sera très-aisé de lui répondre par les principes du même saint Augustin, il n'est point d'Auteur plus systématique & il n'en est par conséquent point chez qui on trouve plus facilement réponses à toutes les difficultés qui peuvent naître de la profondeur des matieres qu'il traite, le sieur Dage se contentera de renverser celles que son adversaire lui a faites à l'Audience. Il y donnera d'avance des principes pour résoudre les objections que peut-être on se réserve à lui opposer dans le Mémoire qu'on doit produire.

Si on lui objecte, par exemple, que S. Augustin avoue à la fin de son premier Livre *de adulterinis conjugis*, que cette matiere du mariage est très-difficile & très-obscur, & qu'il

ne se flatte pas d'en avoir résolu toutes les difficultés. C'est l'observation que fait Estius, qui, bien différent de l'adversaire du sieur Dage, n'auroit pas osé avancer, comme on l'a fait, que S. Augustin ne soutenoit pas l'indissolubilité du mariage des infideles dans le cas dont il s'agit dans la Cause.

On répondra qu'il est très-ordinaire de trouver cette observation à la fin des Livres de S. Augustin. Ce profond génie, ce sçavant homme étoit d'une humilité qu'on ne peut se lasser d'admirer. Il en dit autant dans des Ouvrages dont la doctrine a été adoptée par l'Eglise même dans ses Conciles : ainsi qu'en peut-on conclure contre le sieur Dage ? Prétend-on que S. Augustin s'est trompé ? Qu'on produise un article tiré des rétractations de ce saint Docteur. Ce seroit la meilleure réponse à faire. La matiere est difficile sans doute, mais plus elle est difficile, plus il convenoit à saint Augustin de la traiter. Au reste ce Pere n'hésite pas à décider l'indissolubilité du lien du mariage dans le cas de séparation de l'infidele. Il l'établit dans les termes & de la maniere la plus expresse. C'est en particulier son objet dans le second Livre qu'il adresse au même Pollentius, où il répond à l'objection qu'il lui a faite que l'adultere étoit une image de la mort naturelle & qui en avoit le même effet pour dissoudre le mariage. S. Augustin montre que c'est un sophisme & le renverse par des argumens sans réplique. Le sieur Dage se dispensera, pour abrégé, de recueillir toutes les autres décisions qu'il trouveroit de la même vérité dans les autres Ouvrages de ce saint Docteur. C'est sur-tout dans le Livre qu'il vient d'analyser, qu'il faut chercher la doctrine de ce Pere, puisque c'est-là où il la traite par systême, & d'ailleurs il trouveroit, dans tous les Ouvrages de S. Augustin, cette vérité démontrée avec la même solidité.

S'imagineroit-on que de ce corps de systême si lié, si conséquent, dans lequel le saint Docteur établit si fortement & en deux endroits, l'indissolubilité du lien dans le cas dont il s'agit dans la Cause, l'adversaire du sieur Dage prétend en tirer une partie de phrase & l'opposer en difficulté pour soutenir que Saint Augustin regarde le lien comme dissous. La Cour se rappelle que ce saint Docteur établit & démontre que celui qui, dans le cas de fornication spirituelle ou d'infidélité, se sépare & en épouse

un autre est adultere. Elle a remarqué, dans S. Augustin, que, si S. Paul donne le conseil au Conjoint converti de ne se pas séparer, c'est entr'autres motifs, par la crainte que le Conjoint infidele n'aille se remarier, &, par une conjonction qu'il qualifie adultere, ne mette un plus grand obstacle à son salut. Cependant on imagine que, ce grand Docteur, cet esprit si juste & si conséquent, a établi, dans la même Differtation, que le lien est dissous dans ce cas. Il faut donc qu'on soutienne que S. Augustin s'est contredit. Mais voyons les termes qu'on nous oppose. Il sont au *ψ. 14*: *Non enim propter vinculum cum talibus conjugale servandum, sed ut acquirantur in Christum, recedi ab infidelibus conjugibus Apostolus vetat*. C'est ainsi que l'adversaire du sieur Dage traduit cette partie de phrase. Si S. Paul donne ce conseil, ce n'est pas que le lien conjugal soit conservé, mais pour donner lieu au Conjoint infidele de se convertir.

Il est bien étonnant que le sieur Dage soit obligé de revenir sur ses pas pour une pareille difficulté, mais il ne peut négliger d'y répondre, afin d'engager son adversaire à relire au moins son texte.

Pollentius s'imaginoit que l'Apôtre défend de renvoyer le Conjoint infidele. S. Augustin lui prouve, par S. Paul, qu'il se trompe, qu'il est permis au Conjoint converti de se séparer du Conjoint infidele, mais qu'il est de conseil de ne le pas faire, afin de contribuer à son salut. Il l'établit par cette belle maxime de S. Paul, *quid enim scis, mulier, si virum salvum facies*, &c. & par cette autre, *sanctificatus est enim in uxore &c.* par lesquels il observe que l'Apôtre exhorte à gagner ce Conjoint à Jesus - Christ. Ensuite il se demande pourquoi donc n'est-il pas expédient au Conjoint fidele de renvoyer le Conjoint infidele, & il répond : la cause en est évidemment exprimée dans S. Paul. Cet Apôtre n'exhorte pas le fidele à demeurer uni au Conjoint infidele à cause d'un lien conjugal qui doit toujours être gardé, mais pour qu'il l'acquiere à J. C. *Non enim propter vinculum cum talibus conjugale servandum*. Il faut remarquer que S. Augustin ne dit pas *non enim ad servandum vinculum*, ce n'est pas pour garder le lien, mais *non propter vinculum cum talibus conjugale servandum*; ce qui ne signifie autre chose, que ce n'est pas à cause du lien conjugal qui doit toujours être gardé. C'est comme s'il disoit : Vous prétendez, vous Pollentius, que S. Paul défend de se

N. 22.

séparer des infideles, & par conséquent que j'ai tort de dire seulement qu'il conseille de ne s'en pas séparer quoiqu'on le peut. Vous êtes touché du lien, mais remarquez que, quoique le lien subsiste, il ne remplit pas les vues de l'Apôtre qui va jusqu'à conseiller la demeure commune, & en effet c'est l'habitation commune & non le lien qui met le Conjoint fidèle en état d'édifier son Conjoint infidèle & de lui être utile. D'ailleurs il est si certain que tel est le sens de S. Augustin, dans ces paroles, que ce S. Docteur examinant huit versets plus bas les inconvénients de prendre un parti contraire à celui que l'Apôtre conseille, non-seulement est frappé du scandale qui résulteroit de cette conduite, mais trouve même que la séparation *à thoro* expose le Conjoint idolâtre renvoyé à se lier par un nouveau mariage qui seroit un adultère lequel rendroit sa conversion plus difficile: *verum etiam quia in alia conjugia cum ceciderint viventibus eis à quibus dimittuntur adulterinis nexibus colligari difficillimè resolvuntur*. On croit que c'est assez s'étendre sur une difficulté si mince, singulièrement quand on voit que S. Augustin dit & répète si précisément que, dans le cas du renvoi de l'infidèle, ni la partie qui renvoie, ni celle qui est renvoyée, ne peuvent se remarier sans adultère. Ce Pere ne pouvoit décider plus clairement la substance du lien. D'ailleurs il est impossible aux Scholastiques du sentiment contraire, de rendre autrement l'analyse de ce livre, à moins qu'ils ne veuillent, en imitant l'adversaire du sieur Dage, s'exposer à un démenti de tout Lecteur tant soit peu intelligent. Il y a plus, loin que le passage puisse être entendu dans le sens qu'on veut lui donner, il s'ensuit au contraire très-clairement de ses termes mêmes la substance du lien.

Enfin la dernière difficulté qu'on s'appliquera à réfuter, c'est celle qu'on élève de ce que dit saint Augustin au nombre 28 de son Livre *De Fide & operibus*, où ce saint Docteur dit qu'un mari converti, avec qui sa femme infidèle ne veut pas cohabiter, s'il a fait pénitence quand il vient au Baptême, sera plus lié par l'amour de la grace que par celui de sa femme, & *membrum quod eum scandalizat fortiter amputat*.

La réponse à cette difficulté est que cette amputation du membre infidèle qui scandalise le Néophyte ne s'entend que de la séparation *quoad thorum*. En effet S. Augustin regardant le

le lien du mariage comme subsistant dans le cas de l'infidélité tomberoit-il dans l'absurdité de dire en ce cas au Néophyte, qu'il doit rompre son mariage?

1°. La rupture du lien n'est point l'ouvrage de l'homme. 2°. C'est une conduite qui lui est prescrite, semblable à celle que Jesus-Christ ordonne lorsqu'il dit de s'arracher les yeux, la main, &c. en un mot tous les objets de scandale, ce qui ne signifie autre chose sinon de s'en séparer, de fuir toute occasion de rencontrer de pareils objets.

D'ailleurs qu'on jette les yeux sur le Livre de S. Augustin contre Adimant, & sur la dernière des 83 questions que ce saint Docteur examine; (VI. Volume de l'Edition des Bénédictins.) on verra dans le premier, que S. Augustin, expliquant le chapitre 19 de S. Matthieu & le chapitre 5, où il s'agit d'adultère, dit que S. Paul parle encore d'une autre cause de séparation pour les conjoints, c'est de celle qui se fait par un infidèle converti avec qui sa femme ne veut pas cohabiter en haine de la religion, & il conclut sa comparaison en disant que la femme est unie à l'homme pour mériter ensemble le Royaume des Cieux, & que Dieu ordonne de l'abandonner si elle est un obstacle à ce que le mari puisse l'obtenir. On remarquera, dans la quatrevingt-troisième question, que S. Augustin dit que quand l'Evangile observe qu'il n'y a qu'une raison d'abandonner sa femme il parle de Chrétiens mariés, mais qu'il y en a une autre pour celui qui se convertit étant uni à une infidèle qui ne veut cohabiter avec lui sans haine de la Religion. Or, mettant en comparaison ce que doit faire le Néophyte à l'égard de sa femme infidèle qui refuse de cohabiter, avec l'abandon qui se fait au cas d'adultère, qui peut dire que ce soit pour parler d'une autre séparation que celle qui regarde l'habitation, dès qu'il ne peut être question d'aucune autre dans le cas de l'adultère qui est l'objet comparé? Enfin il en faut toujours revenir au principe: Si la femme infidèle veut bien habiter avec le mari fidèle, il peut la renvoyer, & fera cependant mieux de la garder; si elle ne veut pas cohabiter avec lui, il n'a plus à choisir, il faut qu'il la renvoie, mais ni lui ni elle ne peuvent se remarier: il n'y a que la séparation *quoad thorum* qui lui soit permise: *Et dimisso viro non licet alteri nubere, Et dimissa uxore non licet alteram ducere, quoniam Dominus, nullâ exceptione factâ, dicit: Si uxor dimiserit virum suum & alii nupserit, mœchatur, & omnis qui*

dimittit uxorem suam & ducit alteram mœchatur.

Il est donc clair, il est donc démontré, par S. Augustin, que la doctrine de ce saint Docteur, on peut dire, que la doctrine de l'Eglise contre les Manichéens est que le mariage est indissoluble, & que s'il y a des cas où il puisse y avoir lieu à séparation, comme celui de l'adultère & celui de l'infidélité, cette séparation n'intéresse que la cohabitation, mais ne touche en rien au lien qui subsiste toujours & ne peut jamais être rompu.

Can. 1. Ep.
188. de l'éd.
des Bénédict.

S. Basile, qui vivoit vers le même temps, enseignoit, dans l'Eglise Grecque, la même doctrine sur l'indissolubilité du mariage contracté dans l'infidélité. C'est dans sa première Epître Canonique à S. Amphiloque, Epître qui mérite d'autant plus d'attention qu'elle ne renferme pas son sentiment particulier, mais contient des Canons de son Eglise qu'il rapporte. Ce saint Docteur ne distingue point entre les mariages des fideles & ceux des infideles; il établit indistinctement que les uns & les autres sont indissolubles; il observe que la Coutume ne permettoit pas aux femmes de se séparer d'un homme infidele, ses termes sont importants: *immò verò ab infideli viro non iussa est mulier separari*, qu'elle doit demeurer avec lui, à cause de l'événement incertain s'il ne se convertira pas, & il ne s'en tient pas à conclure que celle qui se sépare pèche contre la coutume, il passe à une vérité plus importante, en disant qu'elle commet un adultère si elle se joint à un autre homme. *Quare quæ reliquit est adultera, si ad alium virum accessit.*

Si, selon ce saint Docteur, cette femme ne pouvoit se remarier sans commettre un adultère; il pensoit donc que le lien du mariage ne pouvoit être rompu par l'infidélité persévérante de son mari. Cet événement incertain, s'il ne se convertira pas, dure en effet tant que son mari est vivant. D'ailleurs, dès qu'elle est adultère, en se remarquant, il est certain que le lien subsiste toujours malgré l'infidélité de l'autre Conjoint. C'est le point décisif dans cette Cause. On voit même que le saint Docteur porte un pareil jugement de ces femmes, que de celles qui auroient des maris adultères. Or il condamne ces dernières comme adultères lorsqu'elles s'unissent à un autre homme, parce, dit-il, qu'aucune raison ne peut autoriser une femme à rompre le mariage: *Crimen attingit mulierem quæ dimisit, quamlibet ob causam à conjugio discesserit.*

On objectera que , dans cet endroit de S. Basile , il ne s'agit que de l'adultere & non de l'infidélité.

Le sieur Dage en convient. il n'est pas moins vrai que ce S. Docteur , en exposant la coutume de son Eglise sur l'adultere , établit sur l'infidélité les principes que nous avons prouvé. 1°. Que l'infidélité n'est pas une cause de séparation. 2°. Que l'adultere ne donnant pas lieu à la dissolution du mariage , on doit porter le même jugement du cas de l'infidélité où l'infidele ne consent cohabiter avec son Conjoint converti.

Pour sentir cette vérité , il faut se rappeler ce que le sieur Dage a remarqué dans S. Chrysostome : l'adultere est opposé au mariage , l'infidélité n'y est pas opposée, l'adultere attaque le contrat, l'infidélité ne l'attaque pas. Aussi la séparation *quoad thorum* est-elle permise dans l'Evangile au cas de l'adultere : c'est un principe de J.C. & au contraire l'Apôtre établit , au sujet de l'infidélité , que ceux qui , lors de leur conversion , se trouvent mariés , doivent demeurer avec leur femme infidele : *Unusquisque in quâ vocatione vocatus est in eâ permaneat.* En supposant ces vérités sur lesquelles les PP. Grecs ont singulièrement insisté , nous pouvons dire que , dans les principes des Peres de cette Eglise il ne faut pas argumenter en général d'un cas à l'autre. 1. Cor. 7. 20.

Il est vrai que les Peres Grecs trouvent de la comparaison dans celui où le Conjoint infidele ne veut pas cohabiter : *Ille enim* , dit S. Chrysostome , *causam præbuit sicut & is qui fornicatus est* ; de sorte qu'on avouera que , dans ce cas seul , qu'ils comparent , ceux des Grecs qui admettent que l'adultere est une cause de rupture du mariage , pourront penser par conséquent que l'opiniâtreté de l'infidele pourra également donner lieu à sa dissolution. Mais ces Peres sont conduits à ce principe , par la permission que la plupart d'entr'eux croient trouver dans l'Evangile de se séparer *quoad vinculum* au cas de l'adultere attendu la rupture du mariage qu'ils pensent produite par ce crime. Ainsi la différente maniere d'entendre l'Evangile sur l'adultere entre les Peres Grecs & les Peres Latins , on doit ajouter même (par rapport aux Canons de S. Basile) la différence que les Loix civiles ont mises entre le mari & la femme à l'égard de l'adultere , ont produit entr'eux une diversité de sentimens sur l'infidélité dans le

cas de l'opiniâtreté du Conjoint infidele dont l'autre Conjoint s'est converti.

S. Augustin met ces deux cas en comparaison, & comme ce Pere, ainsi que toute l'Eglise Latine, reconnoît que, suivant la foi de cette Eglise, l'adultere ne donne droit à la séparation que *quoad thorum*, il en conclut d'après les mêmes principes, que la séparation, qui a lieu dans le cas de l'infidélité, n'est que *quoad thorum*. *Propter quodlibet tamén fornicationis genus sive carnis sive spiritus ubi & infidelitas intelligitur, & dimisso viro non licet alteri nubere, &c.*

Telles sont les observations générales. Voyons ce qu'il y a lieu d'en conclure à l'égard des Canons de S. Basile que nous examinons.

C'est un principe établi dans ces Canons, que la coutume ne permettoit pas aux femmes de se séparer de leur mari même adultere (a) : *Consuetudo autem etiam adulteros viros & in fornicationibus versantes, jubet à mulieribus retineri...* Et même on y tire ce principe de ce que le lien du mariage retient les femmes unies à leur mari en tout temps. *Crimen enim hîc attingit mulierem quæ virum dimisit quânam de causâ à conjugio discesserit.* On détaille ensuite tous les cas qu'on peut prévoir : celui où leur mari les maltraiteroit : *Sive enim percussa plagas non ferat, ferre satius erat quam à conjugio separari* ; celui où il consomeroit leur bien : *Sive damnum in pecuniis non ferat ne hæc quidem justa excusatio* ; celui où il feroit adultere ou infidele. En un mot on y établit qu'il n'y a aucun cas où elle puisse s'en séparer. *Sin autem, quoniam ipse vivit in fornicatione, non habemus hanc in ecclesiasticâ consuetudine observationem, immò verò ab infideli viro non iusta est mulier separari, sed propter eventum incertum remanere.*

Ainsi il n'y a aucune cause de séparation pour les femmes ;

S. Bas. 188. (a) *Consuetudo autem etiam adulteros viros & in fornicationibus versantes, jubet à mulieribus retineri. Quare quæ unâ cum viro dimisso habitat, nescio an possit adultera appellari.*
à S. Amphil. *Crimen enim hîc attingit mulierem, quæ virum dimisit, quânam de causâ à conjugio discesserit, sive enim percussa plagas non ferat, ferre satius erat quam à conjugio separari : sive damnum in pecuniis non ferat, ne hæc quidem justa excusatio : sin autem, quoniam ipse vivit in fornicatione, non habemus hanc in Ecclesiasticâ consuetudine observationem, immò verò ab infideli viro non iusta est mulier separari, sed propter eventum incertum remanere. Quid enim scis, mulier, an virum saluum sis factura? Quare quæ reliquit est adultera si ad alium virum accessit: qui autem relictus est dignus est veniâ & quæ unâ cum eo habitat non condemnatur. Sed si vir, qui ab uxore discessit accessit ad aliam, est & ipse adulter, quia facit ut ipsa adulterium committat & quæ unâ cum ipso habitat, est adultera, quia alienum virum ad se traduxit.*
p. 271. tom. 3.
1. Cor. 7. 13 & 16.

l'adultere ne les autorise pas : l'opiniâtreté du Conjoint infidele n'est pas non plus une raison de le quitter. Voilà les principes de l'Eglise Grecque à l'égard des femmes, ce sont aussi ceux de l'Eglise Latine, relativement aux deux Conjoints.

De cette uniformité de principes dans le cas de l'adultere & dans celui de l'infidélité, lorsque le Conjoint infidele ne consent habiter avec le Conjoint Néophite, le sieur Dage conclura d'abord que Levi se trouvant condamné par l'Eglise Grecque ainsi qu'il l'est par l'Eglise Latine, il n'a pas droit de regarder son mariage comme rompu. Car dès qu'il est certain, par la décision (a) du Concile de Trente, que l'adultere ne donne pas lieu, dans l'Eglise Latine, à la rupture du lien, il s'ensuit par conséquence que Saint Basile & Saint Chrysostome, bien plus ceux des Peres Grecs qui ont regardé l'adultere comme dissolvant le mariage en tout cas, condamnent Levi à ne pouvoir prétendre la dissolution de son mariage quand même la circonstance de l'opiniâtreté de son Conjoint à ne vouloir cohabiter avec lui feroit aussi certaine qu'il veut le faire imaginer; & il n'a d'autre voie permise, pour éviter les scandales de sa femme, que de demeurer séparé d'elle.

Mais il y a plus, c'est que S. Basile trouve cette uniformité de principes dans S. Paul, puisqu'il ajoute que le Conjoint Néophite doit demeurer, à cause de l'incertitude de l'événement, & se sert même, pour rendre sa pensée, des termes de l'Apôtre : *Quid enim scis, mulier, an virum salvum sis fac-* 1. Cor. 7. 13.
& 16.
rura?

Et qu'on ne nous dise pas que cela n'a lieu qu'au cas où la partie infidele consent habiter, puisque S. Basile dit à la femme que si elle quitte son mari & qu'elle se remarie, ou que, si étant même abandonnée de son mari elle se remarie, en un mot dès qu'elle passe à de nouvelles nôces elle est adultere, *quare quæ reliquit est adultera si ad alium virum accessit* : voilà le cas de la femme qui abandonne son mari, *sed vir qui ab uxore discessit, accessit ad aliam, est & ipse adulter,*

(a) Si quis dixerit Ecclesiam errare, cum docuit & docet juxta Evangelicam & Apostolicam Doctrinam, propter adulterium alterius conjugum matrimonii vinculum non posse dissolvi & utrumque vel etiam innocentem, qui causam adulterio non dedit, non posse, altero conjugum vivente, aliud matrimonium contrahere, mæcharique eum, qui, dimissa adultera, aliam duxerit, & eam quæ, dimisso adultero, alii nupserit. Anathema sit.

quia facit ut ipsa adulterium committat : il s'agit ici de celle qui est abandonnée, elle devient adúltere en se remariant, *quia facit ut ipsa adulterium committat*.

Or nous avons vu que dans les Canons de S. Basile en toute circonstance où l'adúltere ne dissout pas le mariage, il y a conformité de principes sur l'infidélité : que c'est par le principe, qui a lieu à l'égard de l'adúltere, qu'on y décide ce qui regarde l'infidélité; par conséquent dès qu'il n'y avoit aucun cas où la femme pût regarder son mariage comme rompu, selon les Canons de S. Basile, il n'y en devoit non plus avoir aucun où l'infidélité de son mari fût pour elle une cause de dissolution du lien.

L'adversaire du sieur Dage aura recours à dire : tout ceci est vrai pour la femme, mais j'invoque la discipline des Canons de S. Basile en ma faveur, ils sont favorables au mari.

Le Sr Dage ne prétend pas & n'a jamais prétendu faire des raisonnemens aussi précis contre le système de son adversaire d'après les principes des Peres Grecs que d'après ceux des Peres Latins. Ainsi 1°. il ne dira pas, que dans toute l'Eglise Grecque, ainsi que dans toute l'Eglise Latine il est reconnu que l'adúltere ne donne aucune atteinte au lien. 2°. Il n'ajoutera pas ; les Peres Grecs comme les Peres Latins, ayant examiné le cas d'un mari abandonné par sa femme pour cause d'infidélité, comme vous prétendez être abandonnée par la vôtre, ont décidé *in terminis* qu'il ne peut se séparer que *quoad thorum* comme une partie innocente ne peut se séparer que *quoad thorum* de la partie adúltere. Mais encore une fois il prétend que l'Eglise Grecque condamne précisément Levi en ce qu'elle établit universellement les mêmes principes sur l'adúltere & sur l'infidélité dans le cas où le Conjoint infidele ne consent habiter. Ce qui fait la majeure d'un raisonnement décisif contre Levi. Il n'y a que cette mineure de l'argument à ajouter. Or l'Eglise Latine ne regarde l'adúltere que comme une cause de séparation à *thoro* : donc selon S. Basile, selon S. Chrysostome, bien plus, selon tous les Grecs, dès que vous êtes dans l'Eglise Latine, vous ne pouvez vous remarier quand votre femme restante dans l'infidélité ne voudroit cohabiter. 2°. Il soutient que S. Basile est décidé contre Levi dans le sens que ce dernier donne à S. Paul, puisque Levi explique le passage de l'Apôtre de maniere à y trouver un droit de séparation autre que

celle que l'Eglise Latine reconnoît dans la circonstance de l'adultere ; au lieu que S. Basile n'admet d'autre séparation que celle qui a lieu dans ce dernier cas. Par conséquent il est vrai de dire que le système de Levi est précisément condamné par S. Basile.

Le sieur Dage observera en terminant cet article, 1°. que l'on peut tirer les mêmes conclusions des principes de S. Chrysostome dans le système de ceux qui prétendent que ce Pere regarde l'adultere comme cause de rupture du lien : 2°. que si les Canons, que rapporte S. Basile, & qu'il appelle la coutume, sont inexacts à l'égard des hommes en ce qu'ils ne les punissent pas même dans le cas d'adultere comme ils condamnent la femme, la coutume venoit de ce que les Loix civiles de Constantin, d'Honorius, de Théodose & de Justinien même, avoient été trop faciles contre les maris. Au reste, S. Basile (a) s'élève contre cette coutume qu'il rapporte, la regarde comme une exception condamnable opposée à la loi de Dieu, & par conséquent aux principes de l'Apôtre, & S. Grégoire (b) de Nazianze la condamne en termes bien plus formels. On a rapporté plus haut les observations des Peres sur ce point. On les a présentés tous réunis par un mutuel concert contre ces loix dont ils demandoient la réformation, comme exposant les fideles à se perdre éternellement malgré la tolérance, qu'elles contenoient de crimes que la loi de Dieu condamne, & qu'il punira lui-même.

Si on consulte Théophilacte disciple de saint Chrysostome, dont il n'est souvent que l'abréviateur, selon la remarque du Cardinal Bellarmin, on le trouve parfaitement d'accord avec les Peres qu'il a cités. Son texte est des plus précis. Rien n'est plus étonnant que d'entendre l'adversaire du sieur Dage le revendiquer en sa faveur. Mais

Leg. 1. tit.
16. liv. 3.

Il étoit Archevêque des Bulgares, il vivoit à la fin du onzième siècle.
Descript. Ecc.

(a) *Æquè viris & mulieribus convenit secundum sententiæ consequutionem quod à Domino pronunciatum est non licere à matrimonio discedere nisi ob fornicationem. Consuetudo autem non ita se habet, &c. Ep. 188. à S. Amphiloch. can. 9.*

(b) *Quid causæ fuit cur mulierem coerceret marito contra indulgeret ? Et mulier quidem quæ improbum consilium adversus viri sui cubile suscepit, adulterii piaculo constringatur, in acerbissimisque legum pœnis excrucietur ; vir autem, qui fidem uxori datam per adulterium violaverit, nulli supplicio obnoxius sit ? Hanc legem haud quaquam probo, hanc consuetudinem minime laudo. Viri erant, qui hanc legem sanxerunt, ac propterea adversus mulieres lata est. Et comme il dit ensuite : unus viri & mulieris creator, pulvis unus uterque, imago una, lex una, mors una, resurrectio una.*

S. Greg. or.
31. tom. 1. p.
50.

Théophraste n'est pas le premier de ceux qu'il a cités par qui il se soit vu désavoué.

In Epist. ad
Cor. ch. 7.

Cet Auteur décide précisément que, quoiqu'il soit permis à une femme de se séparer de son mari, ou à un mari de se séparer de sa femme, qui ne veut pas le laisser tranquille dans la religion, cependant le lien qui les unit n'est pas plus rompu que le lien du fils ou du pere par la nécessité où il met celui qui est obligé de s'en séparer. *Sed hinc non convincitur quod sit solutum vinculum conjugale, sicut non solvitur vinculum filiale aut paternum.*

Il est vrai que cet Auteur, qui vivoit vers le temps où Gratien a composé son Decret qui a accredité le système qu'on nous oppose, voyoit de son temps un grand nuage répandu sur cette question. Aussi avoue-t-il que beaucoup d'Auteurs, & même que l'Eglise Grecque de son temps, au milieu de laquelle il vivoit, étoient d'avis que la Partie fidelle peut se remarier. Mais il s'élève contre leur sentiment & soutient qu'ils n'ont pas pris le sens de l'Apôtre, qui n'a point entendu donner atteinte au lien du mariage: *et si præcisè in materia conjugii intelliguntur, in promptu est literalis sensus quod in hujusmodi discessibus non est servituti morem gerendi conjugii subiectus frater aut soror, christianus aut christiana conjux, sed hinc non habetur solutio conjugii ut patet.*

Avant de descendre plus bas dans l'ordre des temps, nous trouvant arrivés au siècle de Gratien, nous croyons devoir examiner la discipline de l'Eglise des dix premières siècles, & prouver qu'elle se trouve d'accord avec la doctrine des Peres. Cet objet est d'autant plus important, que c'est le meilleur moyen de convaincre notre adversaire de l'inutilité des efforts qu'il fait pour persuader à la Cour qu'il a en sa faveur la discipline de tous les temps.

Il est certain que celle des dix premiers siècles est parfaitement conforme au sentiment des Peres sur ce point. Qu'on parcoure tout cet espace de temps en commençant aux Apôtres; qu'on se reporte même, pour plus d'exactitude, jusqu'aux sources, aux Historiens qui donnoient les annales de leur temps; qu'on lise Eusebe, Sulpice Severe, Théodoret, Socrate, Sozomene, Nicephore, tous les Historiens Ecclésiastiques; qu'on nous y produise des Fideles convertis qu'on ait fait séparer de leurs femmes qui restoient dans l'infidélité. On devroit en trouver un très-grand nombre, si tel étoit

étoit l'usage de l'Eglise dans les dix premiers siècles. Qu'on en cite une perpétuité d'exemples, c'est ce qu'on fait, sur les points réellement en usage dans la discipline de ces siècles: un fait isolé, quelques faits même ne prouveroient pas l'usage d'une discipline reçue dans un corps aussi vaste que celui de l'Eglise, il en faudroit un certain nombre qui eussent même été approuvés.

On en rencontre depuis que le nouveau système a pris naissance. On en trouve un (a) chez les Grecs dans le douzième siècle rapporté par Balsamon arrivé sous l'Empereur Comnène. Encore voit-on que le Concile de Florence en fait des reproches aux Grecs. Par quelle fatalité n'en trouve-t-on pas avant, & faut-il toujours descendre dans les 12, 13, 14, 15 siècles pour les découvrir?

En 1142.

D'ailleurs, dans les derniers siècles dont on vient de parler, & où on les cite, il n'en échappe presque aucun quoiqu'ils y fussent beaucoup plus rares, l'Eglise ayant réunis dans son sein la plupart des Infidèles qui l'environnoient. Et pendant les premiers siècles de l'Eglise, où il arrivoit sans cesse des conversions d'Idolâtres, où la lumière du Soleil de Justice éclairoit une multitude de maris ou de femmes dont les Conjoints restoient dans l'infidélité, on n'a aucun exemple à nous rapporter. Est-ce donc inexactitude dans les Historiens? Mais les faits les plus minces y sont recueillis, & cependant on ne trouve pas d'exemple de la conséquence de ceux-ci.

Il faut avouer que, quand on en est réduit à cette disette, on n'a pas de quoi se flatter pour son sentiment.

D'ailleurs, il est d'autant plus intéressant d'insister sur ce point que, dans le nouveau système, on veut établir une exception à l'indissolubilité du mariage qui est un principe de foi.

Pour établir une exception de cette conséquence, il faudroit répandre la plus grande lumière sur sa certitude. A parler rigoureusement, ce n'est pas au sieur Dage à prouver, il a le principe en sa faveur; c'est à ceux qui veulent faire breche à ce principe à établir, à démontrer, à pousser au dernier point d'évidence, l'exception qu'ils veu-

(a) Sous l'Empereur Comnène, le Patriarche de Constantinople sépara un Officier de l'Empereur nouvellement converti d'avec sa femme, parce qu'elle ne vouloit pas recevoir le Baptême.



lent introduire. Quoi ! on exercera la plus sévère critique contre un Historien qui nous avance un fait nouveau, ou dont on n'apperçoit pas les preuves, & on écouterait de sang froid un homme qui vient dire ce que n'osent avancer la plupart des Scholastiques sur lesquels il s'appuie : qu'on a reconnu de tout temps, une exception à l'indissolubilité du mariage, que c'est la discipline de l'Eglise de tous les siècles, pendant qu'à l'aide du plus léger examen on le découvre en défaut sur les dix premiers siècles, où il n'a pas un fait à vous citer en preuves, où les Peres, & sur-tout ceux de l'Eglise Latine, le contredisent.

Bien plus, quand on examine la source d'une idée si singulière, c'est la bévue d'un Canoniste qui, selon le Cardinal Bellarmin, a fait les plus lourdes méprises, qui, selon le témoignage du célèbre Historien l'Abbé de Fleuri, est le principe des opinions ultramontaines qui ont enveloppé des Royaumes entiers, & dont la France, à l'aide de ses libertés, est à peine débarrassée.

Mais veut-on que cette idée ait acquis la prescription ? ç'en seroit une d'un singulier genre. Quoi ! prescription du droit de faire croire des principes faux ? Tous les siècles ne les rendroient pas vrais.

D'ailleurs dès qu'on découvre que cette idée coule d'une source aussi vicieuse, cela suffit pour qu'elle ne mérite aucune foi.

Que Levi n'invoque donc plus la tradition & la discipline. Les Peres, les Historiens des dix premiers siècles lui donneront le démenti ; les premiers en contredisant ses principes, & les derniers en déclarant, par leur silence, qu'ils en méconnoissent la pratique.

Il ne lui reste qu'une ressource, c'est de découvrir un Concile général qui ait décidé en sa faveur. Pour lors il tiendra le langage qu'on tient sur tant d'autres points définis dans des Conciles des siècles reculés. On a eu la liberté d'opinions jusqu'à tel temps où l'Eglise a décidé. Voici ses termes auxquels tout catholique doit souscrire. Mais s'il n'y a point de décision de l'Eglise, nous voilà donc revenus à examiner ce que les Peres, ce que les Auteurs des dix premiers siècles en ont pensé. Or le sieur Dage l'a démontré, & c'est ce qui doit nous fixer. Les Peres ont condamné l'idée de Levi, ils ont méconnu une exception à un principe qu'ils ont regardé comme incontestable : aussi l'usage de leur temps ne

se trouve-t-il obscurci par aucun fait qui dépose contre leur sentiment. La discipline de dix siècles confirme ce qu'ils avancent. Le nouveau système est un hors d'œuvre, un point étranger à la doctrine de l'Eglise, opposé à son esprit, désavoué par nos maximes.

Le sieur Dage pourroit passer à sa seconde proposition sans s'arrêter aux difficultés que son Adversaire oppose à la Tradition qu'il réclame, il lui seroit également indifférent de ne pas répondre aux prétendues autorités qu'il a présentées à l'appui de son idée. Cependant, pour ne pas laisser subsister le moindre nuage, il va s'y appliquer de la manière la plus précise.

La première autorité qu'invoque Levi est tirée d'un passage de S. Ambroise sur S. Luc. On a observé de faire remarquer que ce n'est pas l'Ambrosiaste: la remarque étoit importante pour quelqu'un qui, à la première Audience, étoit tombé dans cette méprise.

Pour cette fois le sieur Dage ne méconnoîtra pas S. Ambroise. Ce qu'il y a de triste pour son adversaire, c'est que ce passage est étranger à notre question. Il suffira de dire & de prouver qu'il ne s'agit pas, dans le texte qu'on nous cite, du mariage d'infidèles, mais de celui de Chrétiens fait avec un infidèle, & qui par conséquent est nul. Si Levi veut se convaincre de son erreur, il peut lire son passage composant la chaîne de quantité d'autres rapportés par M^e Gibert, tome 2. de sa tradition de l'Histoire sur le Mariage, il le trouvera en son lieu au titre de l'empêchement qui vient de la différence de Religion, & c'est-là où il convenoit de le placer. Mais afin qu'on ne croie pas que le sieur Dage veuille en être cru sur sa parole à l'égard d'une méprise de la force de celle-ci: voici les termes de S. Ambroise. On ne nous reprochera pas de l'avoir mal traduit: on va copier la traduction qu'en fait Gibert que l'Adversaire du sieur Dage appelle en témoignage de son idée. *Si tout (a) mariage vient de Dieu, il n'y a point de mariage qui ne soit indissoluble, & néanmoins, selon S. Paul, le mariage d'un FIDELE AVEC UN INFIDELE*

(a) Quidam enim putant quia omne conjugium à Deo est, maxime quia scriptum est: quæ Deus conjunxit homo non separet. Ergo si conjugium omne à Deo, omne conjugium solvi non debet, & quomodo dicit Apostolus: si infidelis discedit, discedat: In quo & mirabiliter noluit apud Christianos causam residere divortii, & ostendit non à Deo omne conjugium, neque enim christianæ gentilibus judicio Dei copulantur, cum lex prohibeat.

est dissoluble, puisque l'Apôtre dit : *si infidelis discedit, discedat* : il faut donc que ce mariage qui est dissoluble ne vienne pas de Dieu : aussi la loi du Seigneur le défend.

Faut-il ajouter la moindre réflexion pour faire sentir le ridicule de l'application qu'on fait de ce passage à la cause ? On en indiqueroit bien des centaines tout pareils à celui-ci : qu'en concluroit-on ? que le mariage d'une Chrétienne avec un Païen est nul. Tertullien, S. Cyprien, & quantité d'autres Peres en disent autant ; S. Augustin a moins de difficulté sur ces mariages, comme on le voit n. 35. de son *Traité de fide & operibus*, lib. 1. de *Adulterin. conjug. n. 31*. Et quel trait a cette discussion à l'affaire dont il s'agit ? L'a-t-on cité, parce que S. Ambroise paroît prouver ce qu'il avance par cet endroit de S. Paul ? Mais ce S. Docteur n'a pas entendu prendre, dans ce passage de l'Apôtre, une preuve rigoureuse. Au reste, si l'Adversaire du sieur Dage veut employer cette preuve contre ceux qui soutiendront la validité du mariage d'un Infidèle avec une Chrétienne ou *vice versa*, qu'il le leur oppose. Mais le sieur Dage ne fera pas son Adversaire sur ce point.

La seconde preuve qu'on apporte pour établir ce système est l'endroit de saint Chrysostome qu'on a déjà examiné : *melius est dirumpi connubium quam piam religionem*. Ce passage a été discuté avec étendue pag. 19. & suiv. On ne croit pas devoir y revenir.

La troisième preuve du système de Levi est tirée de ces mots de S. Chrysostome sur l'Ep. aux Cor. à la suite des expressions qu'il avoit opposées *ille enim causam præbuit ut is qui fornicatus est*. Or, dit-il, l'adultère rompt le mariage, selon S. Chrysostome, donc l'infidélité du Conjoint qui refuse de cohabiter, le rompt aussi.

La réponse à cette difficulté a été faite plus haut. On a établi, pag. 14. & suiv. que Saint Chrysostome ne regardoit point l'adultère ni l'infidélité comme opérant la dissolution du mariage. On a répondu, pag. 35. dans la supposition que S. Chrysostome auroit regardé l'adultère comme dissolvant le lien, & on a établi que, dans ce second cas, Levi n'en pourroit rien conclure pour son système.

Levi a fait tous ses efforts pour interpréter S. Augustin en sa faveur ; il a prétendu avoir découvert deux passages formels de ce Pere par lesquels il établissoit son système ;

le premier tiré de son livre *de adulterinis conjugis*, commençant par ces mots : *non propter vinculum cum talibus conjugale servandum* ; & le second qui se trouve dans le livre intitulé *de fide & operibus*, conçu en ces termes : *membrum quod scandalizat fortiter amputat*.

On ne répondra pas à ces difficultés. On croit pouvoir dire y avoir satisfait de maniere qu'il ne doit pas rester le moindre doute sur le sens de ce S. Docteur.

A ces autorités l'Adversaire du sieur Dage joint le Canon 63. du quatrieme Concile de Toledé en Espagne, qui porte Tenu l'an 633. que, si les Juifs qui ont des femmes chrétiennes veulent habiter avec elles, il faut qu'ils se fassent chrétiens ; que s'ils ne le veulent, il faut les en séparer, parce que l'infidele ne peut pas demeurer en union avec une femme devenue chrétienne : *quia non potest infidelis in ejus permanere conjugio quæ jam in christianam translata est fidem*.

On fera deux réponses toutes deux décisives à ce texte : 1°. que prouve ce Canon ? *separentur* ne signifie autre chose que la séparation à thoro. 2°. Ce Canon pourroit s'entendre du mariage que les Juifs contractoient avec des femmes qui étoient déjà chrétiennes. Or, de tels mariages étoient défendus par les loix civiles ; & le Roi Recarede avoit voulu que le troisieme Concile de Toledé en 589 en fît une défense expresse dans son quatorzieme Canon.

Enfin le dernier passage que Levi invoque, qui l'auroit pensé ? c'est celui de Théophraste. Il étoit difficile de pouvoir s'attribuer son suffrage, attendu que cet Auteur déclare précisément que, dans le cas d'infidélité, le lien subsiste, selon saint Paul, & que prétendre le contraire, c'est donner un démenti à l'Apôtre. D'un autre côté, on sentoît qu'étant abrégiateur de S. Chrysostome, le revendiquer, c'est avouer qu'on a saint Chrysostome contre soi. Cependant on appercevoit cette phrase dans son texte : *In hoc sensu communiter intelligit hæc Pauli verba ecclesia, hinc enim intelligit liberum esse tam christianum quam christianam conjugem, si infidelis conjux separatur ad contrahendum cum alio seu aliâ conjugium*. On étoit fort curieux de la produire en lui donnant toute l'étendue qu'on pourroit. Le pas étoit glissant : comment ôter une pierre de ce bâtiment sans s'exposer à en être écrasé. Voici le parti qu'on a pris. Théophraste est un Auteur du commun, qui mérite peu d'attention, qui n'entend pas

le sens de saint Paul, qui rend mal saint Chrysostome, lorsqu'il dit que le lien du mariage n'est pas rompu par la séparation du Conjoint infidèle qui abandonne le Néophyte; que donner un autre sens aux paroles de l'Apôtre, c'est s'écarter du sens littéral de son texte: au contraire, il devient un Auteur important, d'un très-grand poids, d'un mérite singulier, quand il paroît avouer que l'Eglise les entend dans un sens contraire au sien & qui flatte l'idée de Levi. Ce n'est pas seulement l'Eglise de son temps, c'est celle de tous les siècles dont il entend parler; & cet Auteur, qui ne mérite aucune foi quand il condamne la partie adverse, se trouve accablé par le poids immense de l'autorité de l'Eglise dont il est témoin contre lui-même. Quel système! Laissons-là les fictions qui ne servent qu'à prouver la crainte, dont l'adversaire du sieur Dage étoit pénétré, du coup que pouvoit lui porter l'arme meurtrière qu'il tenoit dans sa main. Revenons au vrai.

all. 1001

De Script.
Eccles.

Théophylacte n'étoit pas un Auteur fort considérable, c'étoit un Archevêque des Bulgares, dont le plus grand mérite est de s'être attaché à saint Chrysostome & de l'avoir abrégé, & c'est en cette partie que son témoignage est important sur le sens de l'Apôtre, ce n'est pas son sentiment, c'est celui de son Maître qui nous passe par son canal. Quant à ce qu'il avoue que l'Eglise entendoit communément le passage de saint Paul dans le sens que le Conjoint néophyte abandonné pouvoit se remarier, de quelle Eglise entendoit-il parler? Le sieur Dage n'en veut pas être l'interprète. On ne lui reprochera pas d'apprécier cet Auteur plus qu'il ne mérite & autant que cela lui convient. Le Cardinal Bellarmine va répondre pour lui sur ce point. Il observe qu'il y a lieu de penser que Théophylacte s'étoit laissé emporter dans le schisme des Grecs, puisque dans son Commentaire sur le chapitre 3 de saint Jean, il reprend les Latins de ce qu'ils croient que le Saint-Esprit procède du Fils comme du Père. De-là il est aisé de conclure de quelle Eglise il entendoit parler dans son passage. Le sieur Dage en laisse juger son adversaire. On sçait que cette Eglise avoit

Le schisme
des Grecs a
commencé en
847, & Théophylacte écri-
voit vers 1070.

commencé son schisme depuis plus de 200 ans. D'ailleurs, comment oublier les reproches que le Concile de Florence lui a faits sur sa facilité à rompre les mariages? Toute la tradition de l'adversaire du sieur Dage se réduit donc à un passage de saint Ambroise, qui parle d'une autre

matiere ; à des passages de saint Chrysostome , qui renversent ce qu'il en veut conclure ; à des textes de saint Augustin & de Théophraste , qui établissent *in terminis* la these contraire à la sienne : de sorte qu'il en faut revenir à dire , Gratien avoit bien réellement recueilli toute la tradition , quand il s'étoit appuyé sur le passage [de l'Ambrosiasse ou d'Hilaire le Luciférien , qu'il appelle saint Grégoire & d'autres saint Ambroise. Voilà , ce semble , des répliques décisives & qui font disparaître jusqu'à la trace d'une tradition que Levi osoit invoquer à l'audience , au mépris d'une bien réelle sur la certitude de laquelle il n'a pu répandre le moindre doute.

Si on examine les solutions qu'on s'est efforcé de donner aux difficultés qu'on avoit à résoudre (car c'est ainsi qu'on appelloit une tradition très-solide qui étoit opposée au nouveau système) qui ne sera étonné d'abord que l'on n'ait pas entrepris de dire un mot contre trois passages de Tertullien (*a*) , deux de saint Jérôme , & trois de saint Augustin , qui établissent disertement la vérité de l'indissolubilité du mariage des infideles en tout cas. Quant aux passages de saint Chrysostome & de saint Augustin qu'on s'est appliqué à expliquer en faveur du nouveau sentiment , il suffit de renvoyer à ce qu'on a établi à cet égard , on n'y reviendrait pas sans tomber dans des redites. Une difficulté à laquelle on se contentera de répondre , est tirée de saint Augustin , dans son *Traité De fide & operibus* , où ce saint Docteur dit bien que le Néophyte qui est scandalisé par la cohabitation de sa femme , qui ne veut cohabiter pacifiquement , doit l'écarter de lui , amputer ce membre dangereux ; mais , dit-on , ne répète pas la défense de se remarier. Or , c'est cependant dans ce livre qu'il s'agit du Conjoint qui refuse de cohabiter.

La réponse à cette difficulté sera fort simple. Saint Augustin ayant décidé dans ses *Traités De adulterin. conjug.* que , quand le Néophyte ne pratiqueroit pas le conseil de vivre avec sa femme , & qu'il la renverroit , il doit garder la continence , & ne peut se remarier non plus que sa femme , sans commettre un adultere ; avoit-il besoin de dire que ,

(*a*) Les trois de Tertullien & ceux de saint Jérôme sont aux pages 10. 11. & 12 de ce Mémoire. Quant à ceux de saint Augustin dont on parle ici , ce sont ceux qui sont aux pages 12 & 13 qui suivent.

dans le cas où ce Néophite la renvoie par devoir, il ne peut pas non plus se remarier. Cela est ridicule. Ce n'est pas une question dans saint Augustin, de sçavoir si le Conjoint qui renvoie ou celui qui est renvoyé peuvent se remarier. C'est un principe, un axiome en tout cas, que se remarier de la part du Néophite ou de sa femme, ce seroit commettre un adultere. On a ce semble poussé ce point à la démonstration. La difficulté que saint Augustin examine dans le *Traité De adulterinis conjugis*, est sur la conduite que doit tenir le Néophite à son égard : il observe que, quoiqu'il puisse renvoyer le Conjoint infidele, il fera mieux, c'est un conseil, de ne pas le renvoyer, tant à cause des inconvéniens du renvoi, que de l'avantage qui peut lui en revenir de son exemple: Inconvéniens & avantages qui, cessant d'avoir lieu dans le cas où il ne veut cohabiter, où il scandalise le Néophite, oblige ce dernier à s'en séparer. C'est ce point sur lequel S. Augustin insiste dans son *Traité De fide & operibus*.

De-là il faut conclure que Levi auroit pris un meilleur parti de ne pas faire effort pour tirer à lui saint Augustin, il se seroit épargné bien de mauvais raisonnemens.

Enfin on a opposé au passage de S. Basile cité dans ce Mémoire, qu'il s'entendoit du cas de l'adultere & qu'il renfermoit même, à l'avantage du mari, une dispense supérieure à celle que réclame Levi en sa faveur.

On a prévu cette difficulté. On y a répondu avec assez d'étendue, page 38.

Répondroit-on à l'idée singulière de l'adversaire du sieur Dage, que les autorités de la tradition qu'on lui oppose, ne plaçant l'indissolubilité du mariage que dans le second ordre de loi naturelle, on en peut conclure que ce caractère du mariage ne descend que de ce second ordre, qu'ainsi on peut y trouver des exceptions.

Cette distinction qu'on a prise de la solution que le défenseur de M. l'Evêque de Soissons a donné sur la difficulté de la polygamie qu'on lui opposoit, devient inutile dans notre question; la preuve est sensible.

On opposoit à M. l'Evêque de Soissons, que l'individuité & l'indissolubilité du mariage se trouvoient attaquées par la polygamie, qui a été pratiquée par les Patriarches: d'où on concluait que, par conséquent, l'individuité & l'indissolubilité du mariage pouvoient souffrir des exceptions.

M. de Soissons a répondu, avec saint Thomas, que la polygamie n'étoit pas contraire au premier droit naturel, qui a pour objet les devoirs que les hommes doivent à Dieu, Dieu même ne peut en dispenser; elle est contraire au second droit naturel, qui a pour objet les devoirs qui regardent les hommes entr'eux, devoirs sur l'exécution desquels Dieu peut accorder des dispenses.

L'adversaire du sieur Dage saisit cette distinction apportée sur la polygamie, place de lui-même l'indissolubilité & l'indivuidité du mariage dans la loi naturelle du second ordre avec la polygamie, & ensuite dit; Voilà d'après quels principes ont raisonné les Peres qu'on m'oppose pour établir l'indissolubilité & l'indivuidité du mariage; c'est en l'examinant dans ce second ordre de loi naturelle. Ainsi ces Peres, quelque rigoureuses que soient les expressions qu'ils emploient, ne raisonnant que dans une hypothese susceptible d'exception, on n'en peut rien conclure à la rigueur.

On répond: 1°. Que saint Thomas donne cette distinction sur la polygamie, parce que l'unité du mariage est susceptible des exceptions que Dieu veut bien y mettre. Il en a accordé une aux Patriarches, par des vues de sagesse; il a même ordonné à certains d'entr'eux de prendre plusieurs femmes, pour remplir les objets qu'il avoit en vue dans sa Religion; par conséquent les Patriarches, en suivant l'ordre de Dieu, étoient dans la regle.

2°. Il n'y a point de conséquence de la these de la polygamie à celle de l'indissolubilité du mariage. Dès que ces saints polygames étoient liés avec chacune de leurs femmes, par des liens indissolubles, la polygamie n'étoit pas une dispense à la regle de l'indissolubilité du mariage. Ainsi on rentrera toujours dans la question dont il s'agit ici.

3°. Mais il est indifférent au sieur Dage d'examiner si l'indissolubilité du mariage est du premier ou du second ordre de loi naturelle; qu'on la mette dans l'une ou l'autre classe, il y consent: il se contentera de dire à son adversaire: Dans ce cas il faut que vous nous prouviez que les Peres aient trouvé, dans saint Paul, une exception aussi claire à l'indissolubilité du mariage, que la permission, que l'ordre donné de Dieu à certains des Patriarches d'épouser plusieurs femmes.

Vous dites : les Peres ont raisonné dans l'idée qu'elle est du second ordre. Cela ne décide rien : il ne s'ensuivroit autre chose, sinon qu'ils ont regardé l'indissolubilité du mariage comme susceptible de dispense. Or ont-ils prétendu que cette dispense soit consignée dans l'Ecriture-Sainte, dans saint Paul ? Ce n'est pas tout : ont-ils pensé que le Néophyte, dont la femme épousée dans l'infidélité ne veut cohabiter, en est l'objet ? Et qui ne voit que c'est un cercle de raisonnement qui nous ramene toujours à la question de fait. Qu'a voulu dire saint Paul, quand il s'est servi de ces expressions : *Non enim servituti subiectus est frater aut soror in huiusmodi* ? Comment la tradition a-t-elle entendu sa doctrine à cet égard ? Voilà toujours le point dont on s'écarte & où il faut revenir. Or on peut avancer, sans craindre de se tromper, que les Peres, que les Auteurs des dix premiers siècles n'admettent aucune exception dans le texte de saint Paul qu'on oppose ; que la discipline de ces siècles est uniforme avec la doctrine ; enfin que dans l'Ecriture & dans la Tradition, l'indissolubilité du mariage contracté, en tout état, en toute Religion, a toujours été regardée comme une vérité incontestable.

SECONDE PROPOSITION.

Nous voilà parvenus au siècle de Gratien sans avoir trouvé encore dans la tradition aucun nuage sur la vérité que nous établissons.

Gratien, collecteur inexact & peu judicieux, vient, pour la première fois, répandre des doutes sur une vérité jusques-là incontestable, à l'aide de méprises les plus lourdes, comme d'attribuer à saint Grégoire l'Ouvrage d'Hilaire dont il cite le Canon *Si infidelis*, que d'autres attribuent à saint Ambroise, où se trouve pour la première fois cette opinion.

Encore si le faux Grégoire ou le faux Ambroise eût été un auteur de quelque conséquence, on eût pu y avoir quelque attention. Mais les critiques conviennent qu'il est d'une très-mince autorité. C'est même une opinion assez commune que cet Hilaire Diacre étoit de la secte des Lucifériens. Au reste un seul trait suffira pour décider si l'ouvrage qu'on attribue aux

SS. Docteurs dont on lui fait porter le nom, mérite une grande considération. Il permet au mari (a) qui renvoie sa femme pour cause d'adultère d'en épouser une autre, & ne donne pas la même permission à la femme dans le cas d'adultère de son mari : sentiment contraire à la décision de Jésus-Christ dans l'Evangile. Est-il nécessaire de joindre d'autres exemples après une idée si étonnante, dans un Auteur Latin, que toute la tradition de l'Eglise Latine défavouoit.

La méprise de Gratien, à l'égard de cet ouvrage d'Hilaire, a fait paroître pour la première fois, un nom des plus respectables à la tête de l'opinion que combat le sieur Dage : & quel crédit ne lui a-t-il pas acquis dans un siècle, sur-tout tel que le siècle de Gratien, où toute la science des Ecclésiastiques se réduisoit à connoître son Code. Cela est d'autant moins étonnant, qu'un recueil de canons, qui se présentoit tout fait, cultivoit la paresse & sembloit dispenser de vérifier après lui. D'ailleurs les erreurs de Gratien ont eu le temps de s'affermir, tous les Auteurs se copiant pendant plus de 300 ans pendant lesquels l'Abbé de Fleury assure qu'on ne connoissoit que son Recueil.

4. Disc. sur
l'Hist. Eccles.
p. 153 de l'é-
dit. in-12.
De Script.
Eccles.

A quels dangers n'exposoit pas un pareil ouvrage plein de fautes des plus grossières ? Aussi Bellarmin montre bien le mépris qu'il faisoit de ce Décret, chez qui il dit que tout est souvent confondu, les fausses avec les vraies Décrétales, les passages d'Auteurs méprisables & quelquefois hérétiques avec ceux des Peres. On n'oubliera jamais le préjudice que ce Moine Italien a porté à nos libertés, les maximes ultramontaines dans lesquelles son autorité a enveloppé des Royaumes entiers, & combien de siècles il nous a fallu pour nous délivrer des entraves dans lesquelles le nombre des Auteurs qui l'avoient suivi nous avoit embarrassés ; il suffiroit pour s'en convaincre de lire l'Auteur qu'on vient de citer. Hist. Eccles. in-12, Tome XV, pag. 47. Quatrième Discours sur l'Hist. Eccles. pag. 153 de l'édition in-12, & tout le neuvième Discours sur la même Hist.

L'Italie, l'Es-
pagne, le Por-
tugal & les
Pays-Bas.

Examinons le texte de Gratien. *Volentem cohabitare licet* Can. 28.
q. 2.

(a) Et vir uxorem non dimittat, subauditur autem excepta fornicationis causa. Et ideo non subjecit (Paulus) dicens : Sicut de muliere quod si discesserit, manere sic ; quia viro licet ducere uxorem si dimiserit uxorem peccantem : quia non ita conjungitur vir sicut mulier, caput enim mulieris vir est.

quidam dimittere, sed non, eâ vivente, aliam superducere.

*Alioqui si receditis ab invicem & volentes cohabitare dimit-
tis & alii vos copulaveritis, adulteri eritis, & filii vestri, qui
postea nascentur, erunt immundi, id est, spurii.*

Si la partie infidele consent habiter pacifiquement avec la partie fidele, à la vérité rien n'oblige ce dernier d'accepter ses offres, il peut innocemment s'en séparer : mais il ne lui sera pas permis de convoler, de son vivant, à d'autres nœces, autrement il se rend coupable d'adultère, & les enfans qui proviendront de ce second mariage seront impurs, c'est-à-dire illégitimes.

Mais si la partie infidele refuse opiniâtrément d'habiter avec le Néophyte, ou si elle n'y consent que pour lui être une occasion de scandale & de chute, il n'est pas obligé de la suivre, & de son vivant il peut en épouser une autre : *Discedentem verò sequi non oportet, & eâ vivente, aliam ducere licet.* Et quel principe Hilaire, dont Gratien rend les termes, donne-t-il de cette dernière partie de sa décision ? Il est très-important de le remarquer, on y découvrira sur quelles maximes ce système est appuyé.

Si l'infidele se retire, dit cet Auteur, citant S. Paul, qu'il se retire. Ce n'est pas un péché à celui qui est abandonné pour la cause de Dieu, s'il se joint à un autre, le mépris du Créateur délie le droit que donne le mariage sur celui qui est abandonné. C'est l'infidele, qui se retire, qui pèche contre Dieu & contre la loi du mariage, la partie convertie ne doit pas la foi à l'infidele. Car la raison qui porte l'infidele à se retirer, est qu'il ne veut pas entendre que Jesus-Christ est le Dieu des mariages Chrétiens.

Si infidelis discedit discedat &c. Non est enim dimisso peccatum propter Deum si alii se copulaverit. Contumelia quippe Creatoris solvit jus matrimonii circa eum qui relinquitur. Infidelis autem discedens & in Deum peccat & in matrimonium, nec est ei fides servanda conjugii : quia propterea discedit ne audiret Christum Deum esse Christianorum conjugiorum.

Gratien, d'après Hilaire ne se contente pas de décider que la partie chrétienne abandonnée peut se remarier. C'étoit introduire un système nouveau. Mais ce qui est bien pis, il le présente avec les maximes fausses sur lesquelles il est appuyé. Il donne le Canon dans ses propres termes. Que de réflexions ce Canon ne présente-t-il pas ? 1°. Imaginer que l'injure faite

à Jesus-Christ par l'infidele , rompt le mariage , c'est aller bien au-delà de la conséquence qu'il veut tirer. C'est prétendre qu'il y aura une rupture d'autant plus certaine du mariage , que l'injure sera plus grave. Ainsi que l'un de deux Chrétiens se fasse Mahometan , qu'il aille prostituer son encens aux idoles , qu'il tombe dans des excès encore plus monstrueux , qu'il combine sa scélératesse suivant la corruption qui se trouvera dans son cœur , ce qui peut varier à l'infini , car il peut s'ouvrir autant de routes impies que la corruption lui en insinuera. Voilà tout autant de Conjointes dont les liens sont dissous. Et qui en croira-t-on sur ce point de l'Ambrosien (Hilaire le Luciférien) ou de S. Jérôme. Ce dernier prêchoit des vérités contradictoires avec des principes si pernicieux. Voyez le passage de ce Pere , p. 11 & 12.

Le sieur Dage demandera à son adversaire s'il a eu toute cette étendue de vues , s'il oseroit la prêter à Saint Paul ? Cependant tel est le premier fondement sur lequel a été établi le système qu'il veut faire adopter par la Cour. C'est celui qu'a conçu l'inventeur de cette opinion. Par quelle raison vouloir argumenter du Canon *si infidelis* d'Hilaire adopté par Gratien ? C'est pour résoudre le mariage de l'un de deux infideles convertis & le rejeter dans les cas où il doit également s'étendre ?

2°. Voici une idée aussi bisarre. L'infidele , en se retirant , pèche contre la loi du mariage de cela même qu'il abandonne son Conjoint. Et au contraire la partie abandonnée , qui se remarie , est innocente. La partie infidele pèche sans doute contre Dieu en n'écoutant pas les lumieres & les exemples que peut lui communiquer son Conjoint chrétien , elle résiste aux graces extérieures que Dieu lui donne , cela est incontestable. Mais si elle ne se remarie pas , quelle comparaison y a-t-il entre la faute que fait contre le mariage celui qui se contente de se séparer *quoad thorum* & ce fidele qui attaque le lien , qui méprise son serment , qui , selon S. Augustin , scandalise ses freres & commet un adultere par la nouvelle société qu'il contracte ?

3°. Pour répondre à cet inconvénient Hilaire a un principe tout prêt , c'est que ce Chrétien Néophite ne doit plus la foi du mariage à cet infidele qui se retire. Ecoutons la raison pour laquelle le Néophite ne doit plus la foi à l'infidele. Apprenons d'Hilaire ce qui l'en dégage. C'est que son Con-

joint ne veut pas entendre que Jesus-Christ est le Dieu des mariages chrétiens ; Et si la foi du mariage n'est pas due au Conjoint infidele, il est donc permis de violer à son égard les sermens les plus sacrés. Où en est-on réduit ?

On ne s'étendra pas à réfuter une maxime si abominable ; elle l'a été trop souvent dans les temps déplorables où des chrétiens fanatiques alloient porter le fer dans le sein de ceux qui avoient le malheur d'être opposés aux vrais principes. On tirera le rideau sur des événemens qu'il seroit à souhaiter que l'on pût effacer des Annales de l'Histoire.

Cependant, qui le croiroit ? voilà le premier titre sur lequel est fondée l'opinion que le sieur Dage combat. C'est un titre que la Religion proscriit à tous égards, que l'humanité désavoue, contre lequel la bonne foi & la droiture s'élèvent avec indignation.

Une pareille opinion, appuyée sur de telles maximes, sembloit devoir rentrer dans l'obscurité d'où Gratien l'avoit tirée.

Mais pendant les trois cens ans où, selon l'Abbé de Fleuri, Gratien avoit tout crédit, parut vers 1400 le Chap. *Quamò extra de divortiiis* d'Innocent III qui adopta ce système. Cette décrétale est la seconde autorité que pussent citer avec fondement les Auteurs décidés pour le sentiment qu'on oppose au sieur Dage. Il est étonnant que ce Pape se soit laissé entraîner dans cette nouvelle idée. La confiance publique, que Gratien s'étoit acquise par la science qui paroissoit dans son Decret, lui a persuadé de suivre à l'aveugle un pareil guide. Il décide que quand de deux époux infideles l'un se convertit à la foi de J. C. *altero vel nullo modo, vel non sine blasphemiâ divini nominis, vel ut eum pertrahat ad mortale peccatum, ei cohabitare volente*, celui qui se convertit *ad secunda, si voluerit, vota transibit*. Mais il ne se fonde que sur les paroles de S. Paul & sur le Canon *si infidelis* ; c'est-à-dire, qu'à proprement parler, c'est Gratien qui lui a servi de boussole pour se conduire dans sa décision.

L'autorité d'Innocent III se trouvant réunie à Gratien, les Scholastiques n'ont plus exercé d'autre critique : ils s'en sont rapportés à ce Pape, qui, comme on a vu, a pris le Canon *si infidelis*, sans examiner ni ce qu'il contenoit ni quel étoit son auteur. Aussi depuis ce temps les Scholastiques se sont-ils suivis, sans s'inquiéter de ce que les Peres ont pensé sur ce point.

Mais malgré le crédit de Gratien, malgré le suffrage de

Commentateurs qui, se copiant, se multiplioient pour le système qu'attaque le sieur Dage, la Tradition a toujours été respectée & son autorité trouvée trop considérable pour qu'on osât donner la nouvelle idée comme la doctrine de l'Eglise. Aussi le Cardinal Caiétan soutient-il vers l'an 1500 le sentiment de la Tradition avec la même force que Saint Augustin & les Peres l'avoient soutenu. On se dispense de citer ses paroles, il a presque copié Théophraste; & on se rappelle avec quel zèle ce Docteur s'élevait contre ceux qui attribuoient à l'Apôtre S. Paul un sentiment qui n'étoit autre que le leur.

Arboreus au sixième livre de sa *Théosophie* pensoit qu'il falloit laisser la liberté des deux sentimens. Mais la question ayant été proposée au Concile de Trente, les Théologiens remonterent à la source de l'erreur, & sentirent que, dès qu'elle étoit découverte, elle ne pouvoit prescrire. Pierre Soto, un des plus sçavans Théologiens du Concile, défendit, par l'Ecriture & les Peres, l'indissolubilité du mariage, dans le cas même dont il s'agit ici, & s'éleva avec force contre l'opinion contraire devenue commune. A ces autorités il joignit, contre le sentiment qu'il attaquoit, l'usage de l'ancienne Eglise, qui ne remarioit point, après leur Baptême, les personnes mariées avant leur conversion au Christianisme: il remarqua que l'indissolubilité du mariage vient de la loi naturelle, & que par conséquent le mariage des infidèles n'est pas d'une autre nature que celui des fideles.

Un témoignage de cette conséquence, dans un Concile général en faveur de l'indissolubilité du mariage, mérite sans doute la plus grande considération: & peut-on douter qu'il n'eût décidé les Peres du Concile à condamner le sentiment contraire, s'ils se fussent déterminés à statuer sur un point étranger à l'objet de sa convocation? Mais si ce système n'a pas été pros crit, comme il pouvoit l'être, quelle conséquence en peut-on tirer en sa faveur? Opinion vicieuse dans sa source, opposée à l'Ecriture, à la Tradition, à la loi naturelle & à la nature même du mariage, tout son crédit consiste dans l'autorité des Scholastiques qui l'ont adoptée.

Le sieur Dage ne peut dissimuler à la Cour sa surprise que des Auteurs, même respectables, se soient laissés entraîner dans ce parti; ce qu'il en conclut c'est que l'esprit profond, la solide métaphysique ne mettent pas à l'abri des erreurs de faits qu'on ne découvre qu'à l'aide d'une longue &

Notes de
Rafficod, pag.
295, & Fra-
paolo Hist. du
Conc.

férieuse critique. Au reste, il faut remarquer, qu'il n'y a point d'Auteurs modernes qui aient approfondi ce point, comme il le falloit faire pour qu'on apperçût tout l'avantage du sentiment que soutient le sieur Dage. Ce qu'il a recueilli ici n'est qu'une ébauche de tout ce qu'on pourroit dire en sa faveur. Aussi auroit-on fait un recueil beaucoup plus considérable d'autorités, si l'on avoit eu autant de temps que l'importance de la matiere en demandoit.

Entre les Auteurs, qui ont traité du mariage avec étendue, M^e Gibert & Sanchez sont du nombre de ceux qui sont entrés dans un plus grand détail. Mais Sanchez occupé à résoudre quantité de questions souvent inutiles, quand il vient à celle-ci, sans se dissimuler les grandes autorités & les raisons qui déposent en faveur du sentiment que soutient le sieur Dage, autorités & raisons décisives, au lieu d'y répondre, il passe rapidement au sentiment contraire emporté par l'autorité de Gratien à la tête duquel il met le prétendu S. Ambroise ou Hilaire le Luciférien; & ensuite des Scholastiques dans leur ordre.

Gibert est celui chez qui on apperçoit le plus de science sur la matiere du mariage: cependant quand il vient à la question que nous traitons, il se contente de présenter des vues, de faire des observations, il annonce les Peres de l'autorité desquels le sentiment de l'indissolubilité du mariage est appuyé, découvre les principes lumineux qui sont le fondement & la base de leur sentiment, observe qu'ils tirent l'indissolubilité du mariage de la loi naturelle & de la nature même du mariage; mais on apperçoit qu'il ne vouloit pas contredire le grand nombre des nouveaux Auteurs qu'il voyoit emportés par le torrent.

Van-Elpen n'examine pas la question, il n'y trouve pas grand intérêt attendu la rareté des cas où elle peut s'appliquer & se contente de renvoyer aux Commentateurs. Quant à ces derniers ils se copient, & celui qui succede en a toujours au moins un de plus à invoquer pour son sentiment; mais aucun n'oublie Gratien & la décrétale, comme le fondement de leur opinion.

Quelques-uns citent S. Ambroise, d'autres lui joignent S. Chrysostome. On en trouve qui ont honte d'invoquer le premier qu'ils ne peuvent revendiquer qu'à tort; il y en a même

même un grand nombre qui se gardent bien de citer S. Chrysostome ; mais pour les Décrétales : voilà leur autorité favorite.

La conclusion que la Cour peut tirer de pareille conduite est que le sentiment seul vrai n'admet d'exception à un principe universellement reconnu qu'autant que l'exception est aussi claire que le principe même. Or il s'en faut de beaucoup que l'idée qu'on voudroit faire adopter à la Cour ait cet avantage. L'exception qu'on veut établir est contredite par les Peres de l'Eglise, est contraire à l'idée du mariage, n'a aucun fondement dans la loi naturelle source de son indissolubilité, résiste aux idées les plus simples, & n'a qu'une apparence, qu'un phantôme d'autorité en sa faveur. Y a-t-il à balancer dans le choix des deux sentimens, & par conséquent n'est-il pas ridicule de vouloir en tirer un moyen d'abus contre la Sentence ? Jamais homme raisonnable qui examinera sa matiere n'aura de doute sur le parti qu'il doit prendre. Mais supposons qu'il pût en avoir ; peut-on soutenir l'idée de prétendre élever, de l'avis de Scholastiques opposés aux sentimens de la tradition, un moyen d'abus contre une Sentence qui a pris un parti aussi sage ?

Pour sentir la solidité de cette observation, qu'on se transporte au Concile de Trente, on entendra, d'un côté, le Jésuite Salmeron soutenir le nouveau système en l'appuyant toujours sur Gratien & sur les Décrétales ; de l'autre on sera éclairé par les lumières de Pierre Soto, Théologien du premier ordre, qui présente exactement, pour l'indissolubilité du mariage dans notre espece, toutes les raisons & les autorités que le sieur Dage produit en faveur de la cause qu'il soutient. On demande lequel raisonnoit mieux dans l'esprit de l'Eglise qui est de pénétrer les questions, de prendre la lumière des Peres pour guide ; de s'en tenir aux principes généraux tant que les exceptions ne sont pas aussi certaines que ces principes ? On demande encore qu'auroit pensé de Salmeron le Concile de Trente, si ce dernier se fût avisé d'accuser d'erreur le Sçavant Pierre Soto pour avoir avancé des principes si respectables ? Tout le Concile ne se seroit-il pas élevé contre une qualification si téméraire & si hardie ? Cependant telle est la conduite de Levi, il prétend trouver un vice dans la Sentence, & demande qu'elle soit infirmée parce qu'elle a pris le parti que défendoit Pierre Soto avec l'admiration

du Concile. On peut aller plus loin, & dire : la question de sçavoir si un Juif converti peut délier les nœuds d'un mariage fait dans l'infidélité & se remarier, est actuellement en pareille position où étoit au temps de S. Cyprien celle de sçavoir si on devoit rebaptiser les Hérétiques qui revenoient à l'Eglise. On sçait combien cette question agitoit l'Eglise au temps de ce S. Docteur. S. Cyprien étoit d'avis qu'il falloit les rebaptiser ; S. Augustin & les autres Peres soutenoient le sentiment contraire. L'Eglise n'avoit pas prononcé. Cependant le sentiment de ces derniers étoit le seul vrai & fondé sur la tradition. S. Cyprien auroit-il prétendu qu'il y avoit abus dans la conduite de S. Augustin ? Non sans doute. Ce dernier même avoit trop de sagesse pour tenir cette conduite à l'égard de saint Cyprien : il observe, dans son livre du Baptême, qu'aucun de ces Evêques n'a rompu le lien de la paix & qu'on a attendu avec liberté réciproque de soutenir les deux sentimens, un Concile plénier du monde entier qui dissipât les doutes & prononçât en faveur de la doctrine salutaire : *donec plenario totius orbis Concilio, quod saluberrimè sentiebatur, etiam remotis dubitationibus firmaretur.*

L. 1. du Baptême, Ch. 7.
n. 9.

Cependant il y avoit eu des Conciles particuliers qui avoient différemment décidé la question suivant les avis des Evêques des différentes Provinces où ils se tenoient ; mais il n'y avoit pas eu de jugement définitif & irréformable de toute l'Eglise.

Demandez à saint Augustin pourquoi il ne taxoit pas d'abus la conduite de saint Cyprien qui rebaptisoit les Hérétiques convertis ? Il vous répondra que, quand les questions ne sont pas décidées, chaque Evêque a la liberté d'examiner ce qu'il faut penser, qu'il ne peut être jugé par un autre, comme il ne le peut juger lui-même : *tamque judicari ab alio non possit, quam nec ipse potest alterum judicare.*

Eod. lib. 3.
ch. 5. n.

Or appliquant cet exemple. Le sieur Dage dit aux nouveaux Docteurs : votre position est la même que celle de saint Cyprien. Il avoit la tradition contre lui : vous l'avez contre vous ; S. Augustin avoit pour lui tous les principes & la tradition en sa faveur, j'ai pour mon sentiment tous ces avantages. L'Eglise n'a point décidé le point qui nous partage, comme elle n'avoit pas encore décidé du temps de S. Cyprien.

Ainsi nous ne pouvons respectivement nous taxer d'erreur. De quel droit prétendez-vous donc attaquer la décision de la Sentence rendue de l'avis & de l'autorité de votre Evêque ? Quel moyen d'abus avez-vous à lui opposer ? Où est le Canon de Concile que vous puissiez invoquer ? Quel texte d'ordonnance pouvez-vous réclamer ? Enfin où est le vice de forme ou d'entreprise sur l'autorité des Princes ? Vous ne pouvez réussir sans un de ces moyens d'abus. Mais quittons les hypothèses, trop heureux d'être souffert, d'être toléré, votre système n'est qu'un sentiment d'école ; & celui d'après lequel la Sentence a été rendue, est le sentiment de la tradition, par conséquent mérite tout respect ; il a d'ailleurs tous les principes de la matière en sa faveur : par conséquent loin qu'il y ait abus dans une Sentence qui l'a embrassée elle ne peut qu'être applaudie par la sagesse & la prudence de celui qui l'a prononcée, elle sera à jamais la gloire & l'honneur du Prélat qui l'a dictée.

Avant de terminer cette seconde proposition le sieur Dage, ne peut, entre tant d'autres, passer sous silence certains inconvéniens du système des nouveaux Auteurs. On a demandé à Levi dans quel instant s'opéroit la dissolution du mariage dans le cas de la conversion d'un infidèle converti ? Est-ce dès que la partie infidèle refuse de cohabiter ? Mais comment son refus doit-il être caractérisé ? Ne faudra-t-il pas que le Conjoint converti ait employé les voies les plus douces & les plus insinuant pour la ramener ? C'est celles que prescrivent les Auteurs qui sont du sentiment qu'on nous oppose, en quoi ils condamnent eux-mêmes Levi, puisque ce dernier, comme on l'a montré, au lieu d'employer ces voies, a pris précisément le parti qu'auroit pris un homme décidé à se remarier : Sommation de se faire Chrétienne & de le rejoindre : voilà sa première démarche à l'égard de sa femme ; & malgré les lettres les plus tendres & les plus amicales de cette Juive qui après tout est telle qu'il l'a prise, point de réponse de la part de Levi, mais nouvelle sommation. Telle est la conduite de celui qui veut faire dire qu'il y a abus dans une Sentence contraire à son système ; il n'a pas même pratiqué ce que les Auteurs, dont il revendique le témoignage, lui prescrivoient com-

Liv. 4. tit.
1. 2. 13.

me nécessaire, selon eux, pour être en règle; & il faut remarquer que le mal à cet égard est sans remède: ses propres Auteurs n'en trouvent plus quand il a irrité son Conjoint. Et comment en trouveroient-ils, n'étant, selon eux, qu'exception à un principe de foi? Tous les Théologiens conviennent que c'est ici matière de la plus grande rigueur. Voilà une incapacité marquée dans Levi; le voilà condamné par ses propres autorités. Ainsi il n'y a plus de question à son égard dans aucun sentiment. Mais le sieur Dage ne laisse pas là le système qu'il attaque, il demande quand il auroit employé toutes les voies qu'on lui conseille, combien faudroit-il de temps avant que cet effet fût opéré? Selon un Concile particulier du Mexique de 1585, favorable à Levi, il auroit dû, après avoir pratiqué toutes les voies de douceur, donner d'abord six mois à l'infidèle pour délibérer, & ce terme expiré, c'est encore à l'Evêque à examiner s'il prorogera ce temps en faveur de l'infidèle, ou s'il permettra au Néophyte de se remarier. Ainsi il faut encore six mois de délai. Mais seront-ce ces six mois qui opéreront la dissolution du mariage? Non, c'est encore à l'Evêque à en juger. Il falloit donc qu'il s'adressât à M. l'Evêque de Soissons & qu'il se soumit à son jugement, il ne l'a pas fait. Il est donc encore condamné par ce Concile étranger qui lui est favorable. Et quand il l'auroit fait, que l'Evêque auroit prorogé le temps, de combien devoit être la prorogation; & seroit-ce cette prorogation qui auroit opéré la dissolution de son mariage? Non, selon plusieurs autres Auteurs, ce n'est que le nouveau mariage qui dissout l'ancien. C'est ici le comble du ridicule. Ce nouveau mariage suppose le premier dissous, autrement c'est un adultère; cependant c'est lui-même qui le dissout. Oh! cela est révoltant. On voit les conséquences de s'élever contre la règle & de s'en écarter. C'est où conduit tout système contraire aux principes, inconvéniens sans nombre, les seuls principes certains les évitent. Ajoutez à ceux-là, que le nouveau système tend à renverser l'ordre le plus stable & le plus solide de la société, à laisser veuve une femme du vivant même de son mari, à jeter dans la misère, dans le deuil & dans le désespoir des enfans qui déplorent la perte d'un père chez qui de nouveaux feux consomment les sentimens tendres que la nature inspire, enfin à mettre le désordre dans l'Etat par

les citoyens à qui il enleve toute ressource.

Un tel système prendra-t-il jamais faveur en la Cour ? Lira-t-on dans ses fastes , parmi ses oracles un Arrêt qui aura méconnu toutes les regles , foulé aux pieds les loix les plus saintes , méprisé une tradition des plus respectables ? Quoi , les Scholastiques ne seront pas contens qu'on tolere leur avis , que des Evêques chez qui ils ont crédit les suivent , ils voudront sceller les autorités de leurs nouveaux Auteurs du sceau d'un Arrêt prononcé par le premier Parlement du Royaume ; Arrêt qu'ils pourroient citer avec d'autant plus de complaisance , qu'il seroit rendu dans l'espece la plus défavorable , en faveur d'un Néophyte qui , de son propre mouvement , de sa propre autorité , sans même avoir consulté son Evêque , comme le Concile du Mexique lui ordonne , s'étoit présenté , ainsi que tout homme libre l'eût pu faire à son Curé pour se remarier , en faveur d'un Néophyte qui méprise les voies de douceur que ses propres Casuistes lui prescrivent ; en un mot , qui a fait tout ce qu'il falloit pour aliéner l'esprit de sa femme , la révolter contre lui afin d'en prendre occasion d'avancer qu'il est dans le cas de convoler à de nouvelles nûces , puisqu'elle ne veut cohabiter. Non , le sieur Dage ne craint rien de semblable d'un Tribunal dépositaire de l'autorité de son Souverain , dont toute la France respecte la lumiere.

Le sieur Dage s'étendra-t-il après cela à réfuter les difficultés qu'on lui oppose ? il se bornera à quelques-unes.

1°. Levi prétend qu'on ne peut assujettir un Néophyte abandonné à garder la continence , que ce seroit exiger de lui une entreprise supérieure à ses forces.

A cette difficulté on répondra : Si ce Néophyte se fût marié aussi-tôt après son Baptême , faudroit-il introduire en sa faveur une exception dans le cas où sa femme seroit prise par les infideles , si elle étoit hors de le suivre en ambassade , si elle tomboit dans un état de langueur , &c. ces cas & plusieurs autres sont détaillés par saint Augustin , en répondant à des Conjointes abandonnés qui font de pareilles plaintes. On trouve ce passage page 18 de ce Mémoire.

Et qu'on ne dise pas que le mariage sanctifié par le Sacrement est accompagné de graces plus fortes. Quelque certaine

que soit cette vérité, ce n'est pas une raison pour Levi d'imaginer une dispense que Dieu n'a pas autorisée.

2^o. Mais, dit la Partie adverse, j'ai pour mon sentiment toute l'Espagne, le Portugal, l'Italie, l'Allemagne & une partie de la France.

La réponse sera simple. Si vous étiez dans les prétentions des Ultramontains, vous auriez, selon l'Abbé de Fleuri dans l'endroit que je vous ai cité, l'Espagne, le Portugal, l'Italie & les Pays-bas en votre faveur, & cela en conséquence du même Gratien & des Décrétales qui y ont tout crédit. Mais il s'agit de la France : prouvez-moi qu'il y ait en France une autorité décisive pour votre sentiment ? Les Décrétales sont des avis des Papes, mais elles ne font pas loi en France. Il y a plus, les Théologiens François ne les citent pas même, quand ils ont l'autorité de la tradition. Vous citez un usage ; mais il n'y a pas un si grand nombre d'exemples du cas dont il est question pour l'invoquer. Van-Espen trouve le cas si rare qu'il ne veut pas se donner la peine d'approfondir la question. Vous aurez l'usage de quelques Diocèses qui ont autrefois appartenu à l'Allemagne, comme ceux de Metz, Verdun, Toul & Strasbourg. Cela suffit-il pour faire une loi ? Ne sçavez-vous pas qu'en fait de discipline S. Augustin distingue celle qui a trait à la morale de celle qui est relative à un point de Doctrine ; que la première peut varier. Ainsi l'Eglise a pu changer la forme de la pénitence, & de publique la rendre particulière ; mais qu'à l'égard de celle qui a trait au dogme, comme il y a liberté de Discipline particulière jusqu'à décision de l'Eglise universelle sur le point dogmatique auquel elle a trait, on ne peut dire qu'il y ait discipline de l'Eglise sur celle-ci, tant que l'Eglise n'a pas décidé le point sur lequel on prétend l'établir. Jusqu'à cette décision il n'y a point d'abus dans le jugement de chaque Evêque. *Tàmque judicari ab alio non possit, quàm nec ipse potest alterum judicare.* Si vous vous autorisez des rituels, on vous répondra. Est-il question des rites, des cérémonies des Sacremens ? c'est une loi dans le Diocèse quand toutefois le rituel est homologué en la Cour. S'agit-il de doctrine ou de discipline relative à la doctrine ? un rituel ne peut pas faire loi ; il n'y a que l'Eglise qui en puisse faire une. Jusqu'à cette décision chaque Evêque peut suivre son sentiment ; c'est ce qu'a

fait M. de Soissons. Sa conduite est sage & ne pourra qu'être approuvée.

3°. Mais, ajoute-t-on, le rituel de Soissons obligeoit à accorder à Levi le mariage qu'il demande.

1°. Le rituel de Soissons ne prescrit rien à cet égard. Il rapporte le point de fait qui est qu'on marie un Infidèle converti avec qui sa femme ne veut cohabiter ; mais il ne se rend pas garant du point de droit.

2°. Ces trois lignes qu'on y lit ne s'y trouveroient pas, si ce rituel ne venoit d'un des Diocèses dont on vient de parler. C'est celui de M. de Coassin, ancien Evêque de Metz, fort beau & solide d'ailleurs : M. de Soissons ne l'a adopté que parce qu'il est un des plus exacts du Royaume. S'il n'a pas effacé, de cet ouvrage, les trois lignes qu'on oppose, on ne l'imputera pas à inexactitude de la part du Prélat à qui elles ont échappé. Son zèle & ses lumières sont connues. Le respect universel qu'il s'est attiré en sont de sûrs garants. Au reste ce n'est pas, comme on l'a dit, sur une discipline, comme celle-ci relative au dogme, qu'on pourroit invoquer une loi, une discipline, tant qu'il n'y a pas de décision sur le dogme auquel elle a rapport. Si jamais l'Eglise décide cette question on peut être certain que ce ne sera pas pour contredire les Peres de l'Eglise & la discipline respectable qu'ils ont observé.

4°. Enfin on fait effort pour persuader à la Cour, qu'autoriser en France le nouvel usage sur ce point, c'est rassurer les familles infidèles & leur rendre plus doux le joug de la Religion.

Le sieur Dage avouera que c'est avec étonnement qu'il a entendu débiter un pareil principe. La Religion ne se fait respecter qu'autant qu'elle fait garder les conventions, qu'elle entretient les alliances, qu'elle assure la protection, le soutien & les biens aux familles. Condamner le nouveau système, c'est mettre le calme & la paix dans l'Etat, appaiser les craintes qu'exciteroit, au milieu des Infidèles, le refuge que les Conjointes mécontents trouveroient, à la ruine de leurs parens, de leurs femmes & de leurs enfans qui ont leur sûreté dans la foi publique & la protection des loix.

Il est donc certain, on croit l'avoir démontré, que le refus du sieur Dage est régulier. Y persister, c'est la conduite d'un

Curé ami de la règle, la Sentence qui confirme ce refus est des plus exactes, la Religion, les Loix, le respect dû aux conventions, tout se réunit pour lui servir de rempart & la mettre à couvert. La conduite de Lévi au contraire est un scandale que la Cour ne peut trop se hâter de réprimer en confirmant une Sentence qui le rappelle à la règle & à ses devoirs.

Monsieur **SEGUIER**, *Avocat Général.*

M^e SERIEUX, *Avocat.*

GAULIER, *Procureur.*

